



Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 13 octobre 2022	WFP/EB.2/2022/7-A/12*
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
* Nouvelle parution pour raisons techniques le 11 novembre 2022	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays – Sri Lanka (2023-2027)

Durée	1 ^{er} janvier 2023–31 décembre 2027
Coût total pour le PAM	74 871 830 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	4

* <https://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

Sri Lanka est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, actuellement en proie à une crise économique qui menace de saper les acquis obtenus ces dernières décennies en matière de développement, notamment de réduction de la pauvreté, ainsi que les progrès considérables accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable. Bien que les indicateurs de développement humain du pays soient au vert, il convient de porter une attention accrue à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, de renforcer le taux d'activité économique des femmes et de réduire les inégalités.

Depuis 2020, Sri Lanka a connu plusieurs vagues épidémiques de maladie à coronavirus 2019, qui ont entraîné des conséquences multidimensionnelles pour la santé publique, l'économie et les droits humains et sociaux. Le déficit budgétaire, le déficit de la balance courante et la dette extérieure se creusent depuis une dizaine d'années, ce qui, conjugué aux baisses d'impôt décidées avant la pandémie, a provoqué une crise de liquidité et de solvabilité dans le pays, qui fait maintenant face à une inflation élevée, à une augmentation des prix des produits de base, à des coupures de courant ainsi qu'à des pénuries de carburants et d'autres biens et services essentiels.

Coordonnateurs responsables:

M. J. Aylieff
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: john.aylieff@wfp.org

M. A. R. Siddiqui
Directeur de pays
courriel: abdurrahim.siddiqui@wfp.org

Le plan stratégique de pays pour 2023-2027 vise à fournir, à des fins de protection, une assistance alimentaire et d'autres formes d'appui afin de répondre aux besoins à court terme ainsi que de rétablir et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, en appuyant le renforcement des capacités dans le pays et la réduction de la vulnérabilité, par l'intermédiaire d'une approche intégrée de la résilience, revêtant une dimension nutritionnelle et axée sur une programmation stratifiée et échelonnée. Le plan concrétise l'articulation entre action humanitaire, développement et paix, en ce qu'il permet au Gouvernement de mettre en place des systèmes renforcés pour réduire les impacts des chocs, tout en promouvant l'égalité femmes-hommes, en accroissant la capacité de relèvement de la population et en garantissant une paix durable. Le plan stratégique de pays entend répondre aux besoins immédiats et à moyen et long terme, grâce à une approche systémique du renforcement des capacités. Mettant à profit ses avantages comparatifs à Sri Lanka, le PAM s'attachera à obtenir quatre effets directs.

- *Effet direct 1:* Les communautés vulnérables à Sri Lanka satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels, ainsi que leurs autres besoins essentiels, pendant et après les crises.
- *Effet direct 2:* D'ici à 2027, les groupes ciblés à Sri Lanka présentent un meilleur état nutritionnel, grâce à la mise en place de programmes renforcés à dimension nutritionnelle et axés spécifiquement sur la nutrition, qui mettent particulièrement l'accent sur les 8 000 premiers jours de la vie.
- *Effet direct 3:* D'ici à 2027, les communautés à Sri Lanka sont plus résilientes et moins vulnérables face aux aléas naturels, aux changements climatiques et à d'autres risques, tout en disposant de moyens d'existence plus pérennes.
- *Effet direct 4:* D'ici à 2027, les institutions et les parties prenantes nationales et infranationales à Sri Lanka disposent de capacités renforcées leur permettant d'instaurer des systèmes alimentaires adaptatifs et résilients, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le plan stratégique de pays, élaboré en concertation avec le Gouvernement et les autres parties prenantes, s'inscrit dans le prolongement stratégique du cadre de politique générale du pays, du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour Sri Lanka pour la période 2023-2027 et du Plan stratégique du PAM pour 2022-2025. Il s'appuie sur différentes analyses de situation, de la problématique femmes-hommes et des lacunes, notamment sur l'analyse commune de pays des Nations Unies de 2021.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour Sri Lanka (2023-2027) (WFP/EB.2/2022/7-A/12), pour un coût total pour le PAM de 74 871 830 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. Petite économie ouverte d'Asie du Sud, Sri Lanka compte 22,1 millions d'habitants et fait partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Sri Lanka a enregistré en 2020 un revenu national brut par habitant de 3 720 dollars É.-U.¹ et connu une période de forte croissance économique et de réduction de la pauvreté après être sorti en 2009 de trente années de conflit armé. Il avait accédé au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure en 2019, mais avait été rétrogradé à son statut actuel en 2020, puisqu'il était repassé sous la barre du seuil fixé pour la tranche supérieure².
2. L'économie de Sri Lanka comprend un petit secteur agricole à large assise, qui approvisionne pour l'essentiel le marché intérieur, ainsi qu'un secteur manufacturier dominé par la production textile, l'habillement, l'industrie chimique, et l'alimentation et les boissons. Le secteur des services s'articule traditionnellement autour du transport, du tourisme et de la vente en gros et au détail, mais le commerce des services financiers, des télécommunications et d'autres services à plus forte valeur ajoutée est en plein essor³.
3. Sri Lanka est particulièrement vulnérable face aux conséquences des changements climatiques, notamment l'élévation du niveau de la mer, le réchauffement des températures, la modification des régimes de précipitations et l'intensification des phénomènes extrêmes, tels que les inondations, les tempêtes et les sécheresses⁴. Ensemble, ces facteurs font obstacle aux avancées socioéconomiques du pays, affaiblissent les mécanismes de survie de communautés déjà fragilisées et minent les capacités institutionnelles.
4. Depuis 2020, Sri Lanka a connu plusieurs vagues épidémiques de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), qui ont entraîné des conséquences multidimensionnelles pour les systèmes alimentaires, la santé publique, l'économie et les droits humains et sociaux. Les confinements prolongés et les perturbations des déplacements ont pesé sur d'importants secteurs, tels que le tourisme, l'industrie du vêtement, les services et le transport, et ont provoqué une baisse des recettes d'exportation et des envois de fonds.
5. Caractérisée par une inflation élevée, une hausse des prix des produits de base, des coupures de courant et des pénuries de carburants et d'autres biens et services essentiels, la crise économique qui frappe actuellement Sri Lanka est la pire qu'a connue le pays depuis son indépendance, en 1948. Elle est exacerbée par une forte baisse de la production agricole, qui fait suite à l'interdiction d'importer et d'utiliser des engrais chimiques qui avait été initialement imposée sans que les agriculteurs aient été préparés à la transition et sans qu'aucune aide ne leur ait été offerte à cet égard. Du fait de ces circonstances et d'autres facteurs, 6,3 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire et ont besoin qu'un appui leur soit apporté à la faveur des mécanismes d'aide sociale, des dispositifs d'assistance alimentaire ou des programmes d'appui aux moyens d'existence en place⁵. Les graves pénuries de produits alimentaires, de carburants, de médicaments et d'autres biens essentiels ont provoqué d'importants troubles politiques et sociaux, entraînant un changement de gouvernement en juillet 2022.

¹ Banque mondiale. 2022. [RNB par habitant, méthode Atlas \(\\$ US courants\) - Sri Lanka](#).

² Organisation des Nations Unies (ONU). 2021. *Common Country Analysis for Sri Lanka*. (Non accessible en ligne pour le moment)

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)/PAM. 2022. *Crop and Food Security Assessment Mission* (document à l'état de projet, non encore disponible en ligne).

6. L'évolution démographique devrait influencer sur les systèmes de santé et de protection sociale du pays à moyen terme. Selon les prévisions du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, à l'horizon 2030, une personne sur cinq aura 60 ans ou plus à Sri Lanka. La pandémie et la crise économique actuelle ont exacerbé les inégalités entre les sexes et aggravé les asymétries de pouvoir, une situation qui devrait encore se dégrader alors que l'économie continue de se contracter. Le taux d'activité économique des femmes s'élève à seulement 32 pour cent, contre 72 pour cent pour les hommes⁶. Ces chiffres s'expliquent par la répartition inégale des responsabilités familiales et domestiques entre hommes et femmes, dont la charge est quatre fois supérieure à celle des hommes⁷. Ces facteurs aggravés de vulnérabilité et de risque ont des effets économiques, sociaux et sanitaires disproportionnés sur les femmes rurales, ce qui nuit à leur avancement économique, à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'exercice de leurs droits fondamentaux.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

7. Les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir ont tous souscrit au Programme de développement durable à l'horizon 2030, et les objectifs de développement durable (ODD) occupent une place privilégiée dans les stratégies de développement nationales de Sri Lanka. En 2017, le Conseil pour le développement durable a été mis sur pied afin de coordonner et de faciliter la mise en œuvre des ODD à Sri Lanka, d'en assurer le suivi et l'évaluation et d'établir les rapports connexes. Le pays a présenté en 2018 son premier rapport d'examen national volontaire des progrès réalisés sur la voie de la réalisation des ODD⁸ et il soumettra son deuxième rapport d'avancement en juillet 2022⁹.
8. Selon le rapport sur le développement durable 2021, avant la crise actuelle, Sri Lanka avait une note de 68,1 et se classait 87^e sur 165 pays évalués au titre de l'indice des ODD¹⁰. D'après le rapport, la courbe de progression se maintient, mais reste inégale pour ce qui est de la mise en œuvre des ODD, les progrès étant les plus faibles pour la nutrition (ODD 2), l'activité économique des femmes (ODD 5) et l'égalité (ODD 10).

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

9. *Accès à l'alimentation.* Au cours des dix dernières années, les disponibilités alimentaires se sont améliorées à l'échelle du territoire sri-lankais sous l'effet de l'augmentation de la production intérieure. Toutefois, la sécurité alimentaire a été gravement compromise par la crise économique; selon les prévisions, les récoltes devraient reculer dans une proportion de 40 à 50 pour cent cette année, et plus encore lors des prochaines campagnes agricoles¹¹. En tout, 6,3 millions de personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire, dont 66 000 en situation d'insécurité alimentaire grave¹². L'interdiction de l'utilisation des engrais

⁶ Département du travail, Ministère de travail. 2022. *2020 Labour Statistics Sri Lanka*.

⁷ Département du recensement et des statistiques, Ministère des finances, de l'économie et de l'élaboration des politiques. 2020. *Sri Lanka Time Use Survey: Final Report – 2017*.

⁸ Ministère du développement durable, de la faune et du développement régional. 2018. *Voluntary National Review on the Status of Implementing the Sustainable Development Goals*.

⁹ Conseil du développement durable de Sri Lanka. 2022. *Inclusive Transformation towards a Sustainably Developed Nation for All: National Review on the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development in Sri Lanka*.

¹⁰ Sachs, J. et al. 2021. *Sustainable Development Report 2021: The Decade of Action for the Sustainable Development Goals*.

¹¹ PAM. 2022. *Sri Lanka Rapid Food Security Assessment*. Avril 2022.

¹² FAO/PAM. 2022. *Special Report – FAO/WFP Crop and Food Security Assessment Mission (CFSAM) to the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka*.

chimiques, introduite pour promouvoir l'agriculture biologique, puis abrogée, a aussi eu une incidence négative sur la production alimentaire¹³.

10. *Élimination de la malnutrition.* Le taux de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans s'élève globalement à 17,3 pour cent, mais atteint jusqu'à 30 pour cent dans le secteur des plantations¹⁴. La prévalence de l'émaciation est également élevée, atteignant 15,1 pour cent¹⁵. Ces indicateurs sont restés globalement inchangés entre 2006 et 2016¹⁶. Les taux de retard de croissance affichent un deuxième pic vers l'âge de 10 ans, ce qui témoigne de privations nutritionnelles chroniques dès l'âge de 5 ans¹⁷, lesquelles nuisent à la croissance et à l'épanouissement des adolescents, ainsi qu'aux résultats en matière de santé, de nutrition et d'éducation. Du fait de la crise économique actuelle, au moins 56 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë sévère et ont besoin d'aliments thérapeutiques prêts à consommer. Les enquêtes nutritionnelles en cours montreront probablement que les perturbations qui touchent la fourniture des services nutritionnels nationaux depuis novembre 2021 ont eu pour effet d'aggraver la malnutrition¹⁸.
11. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Sri Lanka produit 80 pour cent des denrées alimentaires dont il a besoin et en importe moins de 20 pour cent. Toutefois, la crise économique a fortement déstabilisé le secteur agricole, faisant reculer la productivité et réduisant les revenus des petits exploitants. L'agriculture est le premier pourvoyeur d'emplois: elle occupe 82 pour cent des Sri-Lankais résidant hors des zones urbaines et, en 2019, elle concentrait 39 pour cent de l'ensemble des emplois du secteur informel¹⁹. Les femmes représentent 75 pour cent de la main-d'œuvre agricole et 70 pour cent des travailleurs du secteur des plantations. Pourtant, seules 16 pour cent d'entre elles sont propriétaires des terres sur lesquelles elles travaillent²⁰. Cette situation est exacerbée par le fait que les femmes supportent une part disproportionnée de la charge du travail domestique non rémunéré et se superpose au phénomène de marginalisation, qui touche certains groupes, tels que les femmes chefs de ménage et les femmes rurales²¹.
12. *Systèmes alimentaires durables.* Pour améliorer la disponibilité d'aliments nutritifs, le Gouvernement encourage les agriculteurs à accroître leur productivité. Selon l'étude de la série "Comblent le déficit en nutriments", menée en 2018, 20 pour cent des ménages n'avaient pas les moyens de se procurer une alimentation nutritive minimale, ce pourcentage étant même supérieur dans le secteur des plantations²². Le coût d'un régime alimentaire conforme aux recommandations alimentaires nationales a été calculé dans le cadre d'une analyse de la Banque mondiale. Il en est ressorti qu'entre 40 pour cent et 64 pour cent des ménages ne pouvaient se permettre de manger équilibré²³.

¹³ L'interdiction a été introduite le 26 avril 2021, puis abrogée le 30 novembre 2021.

¹⁴ Secteur incluant les personnes qui travaillent et vivent dans les plantations ou alentour à Sri Lanka.

¹⁵ Département du recensement et des statistiques et Ministère de la santé, de la nutrition et de la médecine indigène. 2017. *Sri Lanka Demographic and Health Survey – 2016*.

¹⁶ ONU. 2021. Analyse commune de pays pour Sri Lanka. (Non accessible en ligne pour le moment)

¹⁷ Institut de recherche médicale, Ministère de la santé. 2019. *National Nutrition and Micronutrient Survey among School Adolescents Aged 10-18 Years in Sri Lanka – 2017*.

¹⁸ Bureau de la coordination des affaires humanitaires. 2022. *Sri Lanka Multi-Dimensional Crisis. Situation Report No. 2*.

¹⁹ Département du recensement et des statistiques, Ministère des finances. 2020. *Sri Lanka Labour Force Survey: Annual Report – 2019*.

²⁰ FAO. 2018. *Country Gender Assessment of Agriculture and the Rural Sector in Sri Lanka*.

²¹ ONU. 2021. *Common Country Analysis for Sri Lanka*. (Non accessible en ligne pour le moment)

²² PAM. 2018. *Fill the Nutrient Gap: Sri Lanka – Summary Report*.

²³ Ibid.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

13. *Renforcement des capacités.* Le Gouvernement a entamé une réforme de son système de protection sociale, afin de mettre en place un système moderne, adaptatif et unifié, qui soit moins fragmenté et favorise une meilleure coordination entre les ministères.
14. *Cohérence des politiques.* Le nouveau projet de politique agricole est considéré comme un moyen d'assurer la cohérence stratégique requise pour transformer le système alimentaire national²⁴. Toutefois, les politiques portant sur la sécurité alimentaire restent fragmentées. Le même type de difficultés se pose pour ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, la réduction des risques de catastrophe et la protection sociale.
15. *Diversification des sources de financement.* Le service de la dette se fait au détriment de l'investissement dans les programmes sociaux, et l'aide publique au développement recule. Les partenariats public-privé sont surtout axés sur des projets de développement des infrastructures, mais ils pourraient appuyer le financement de programmes socioéconomiques²⁵.
16. *Renforcement des partenariats mondiaux.* Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021 a ouvert la voie au renouvellement des partenariats pour la sécurité alimentaire et la résilience climatique. Le Gouvernement a réaffirmé son attachement à la lutte contre l'insécurité alimentaire et la dénutrition au Sommet de 2021 sur la nutrition pour la croissance²⁶ et, en 2022, il a annoncé son engagement envers la Coalition mondiale pour les repas scolaires, née à l'occasion du Sommet sur les systèmes alimentaires. En 2021, Sri Lanka a présenté la version actualisée de ses contributions déterminées au niveau national, au titre de l'Accord de Paris sur le climat, et ambitionne de parvenir à la neutralité carbone à l'horizon 2060²⁷.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

17. Selon la Banque mondiale, plus d'un demi-million de personnes à Sri Lanka sont susceptibles d'être passées sous le seuil de pauvreté depuis le début de la pandémie, qui a engendré de vastes pertes d'emplois et d'heures travaillées, principalement dans le secteur informel et les microentreprises et petites et moyennes entreprises²⁸. Les femmes, qui représentent une part considérable des travailleurs des secteurs informel, de l'habillement et du textile, subissent de manière disproportionnée les effets des pertes d'emplois et de revenus²⁹. Les pertes d'emplois se sont concentrées dans certains sous-secteurs, tels que la construction, le transport, le secteur alimentaire et le logement, qui sont principalement implantés dans les zones urbaines et concernent les ménages du deuxième quartile de la répartition des revenus. Ainsi, les "nouveaux pauvres" apparus en raison de la pandémie sont deux fois plus susceptibles de vivre en milieu urbain que les ménages pauvres d'avant 2020. Les groupes de population vulnérables, tels que les journaliers, les personnes âgées, les ménages dirigés par une femme, les jeunes et

²⁴ Ministère de l'agriculture. 2021. *Vision of Sri Lanka for Sustainable Food Systems*.

²⁵ ONU. 2021. *Common Country Analysis for Sri Lanka*. (Non accessible en ligne pour le moment)

²⁶ Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance. 2021. *Tokyo Compact on Global Nutrition for Growth – Annex: Commitments*. Le Gouvernement s'est engagé à réduire l'insécurité alimentaire des ménages de 50 pour cent par rapport au niveau de référence établi en 2009; il s'est également engagé à faire baisser la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance à 12,5 pour cent, celle de l'émaciation à moins de 5 pour cent et celle du retard de croissance à 10,8 pour cent d'ici à 2025.

²⁷ Ministère de l'environnement. 2021. *Sri Lanka Updated Nationally Determined Contributions*.

²⁸ Banque mondiale. 2021. *Sri Lanka Development Update 2021 – Economic and Poverty Impact of COVID-19*.

²⁹ Organisation internationale du Travail. 2020. *Note de recherche – Effet d'entraînement au sein de la chaîne d'approvisionnement: les répercussions du COVID-19 sur les travailleurs et les usines du secteur de l'habillement en Asie et dans le Pacifique*.

- les personnes handicapées, risquent d'être touchés de manière disproportionnée par ces tendances.
18. Le déficit budgétaire et la dette se creusent depuis une dizaine d'années, ce qui, conjugué aux baisses d'impôt décidées avant la pandémie de COVID-19, a provoqué une crise de liquidité et de solvabilité à Sri Lanka. Les réserves officielles ont chuté, atteignant des niveaux dangereusement bas, et le déficit de devises a eu des répercussions sur l'approvisionnement en produits de première nécessité³⁰. Début avril 2022, le Gouvernement a dans un premier temps adopté des politiques monétaire et budgétaire et d'autres mesures afin de faire face à la crise³¹. Ces mesures immédiates ont eu d'importantes répercussions pour la population. En glissement annuel, l'inflation s'est envolée à plus de 64 pour cent en août 2022, essentiellement sous l'effet de l'inflation des prix des produits alimentaires, qui a atteint 93,7 pour cent³²; les principaux facteurs d'inflation sont l'augmentation des cours mondiaux des produits de base, l'accroissement des prix de l'énergie et la monétisation partielle du déficit budgétaire. Face aux flambées des prix, les ménages peinent à satisfaire leurs besoins essentiels, ce qui nuit à leur bien-être et exacerbe leur insécurité alimentaire³³.
 19. Sri Lanka affiche des taux très élevés de dénutrition pour un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Bien qu'il soit parvenu à réduire de moitié la prévalence de la sous-alimentation entre 2006 et 2018, de nombreux ménages sri-lankais n'ont toujours pas les moyens d'avoir une alimentation saine³⁴ ou n'y ont pas accès³⁵. Selon L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020, 53,5 pour cent des ménages sri-lankais ne pouvaient se permettre une alimentation saine en 2017, un pourcentage de loin supérieur à la moyenne en Asie. Dans le classement 2020 de l'indice de la sécurité alimentaire dans le monde, Sri Lanka se classait en 66^e position sur 113 pays pour ce qui concerne l'accessibilité économique, la disponibilité, la qualité et la sécurité sanitaire des aliments³⁶.
 20. Les changements climatiques influenceront probablement beaucoup sur l'accessibilité économique des aliments et l'accès à une alimentation saine. Les moyens d'existence tributaires des ressources naturelles devraient subir de plein fouet les effets de phénomènes météorologiques de plus en plus graves et fréquents. Or, les travailleurs des secteurs concernés présentent déjà des taux de pauvreté supérieurs à ceux d'autres secteurs³⁷.
 21. Les catastrophes climatiques qui se succèdent d'année en année ont fragilisé la résilience des communautés touchées, compromettant leurs récoltes et leurs moyens d'existence, ce qui a plongé les communautés vulnérables dans l'endettement, l'insécurité alimentaire et la malnutrition et érodé leur capacité d'adaptation et de réponse.
 22. La pandémie de COVID-19 et la crise économique qui sévit actuellement mettent en lumière l'importance de bâtir des systèmes alimentaires renforcés "de la ferme à la table". Ces crises consécutives ont gravement perturbé les systèmes alimentaires et les chaînes d'approvisionnement de Sri Lanka, ce qui a eu une incidence sur la disponibilité, les prix,

³⁰ Banque mondiale. 2022. *The World Bank In Sri Lanka*.

³¹ Fonds monétaire international. 2022. *Communiqué de presse No. 22/242 - IMF Staff Concludes Visit to Sri Lanka*.

³² Banque centrale de Sri Lanka. 2022. *Communiqué de presse: Inflation in August 2022*.

³³ Banque mondiale. 2022. *The World Bank In Sri Lanka*.

³⁴ Régime alimentaire dont les apports sont suffisants pour couvrir en continu les besoins énergétiques.

³⁵ FAO et autres. 2020. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020 - Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*.

³⁶ Ibid.

³⁷ ONU. 2021. *Common Country Analysis for Sri Lanka*. (Non accessible en ligne pour le moment)

le stockage et la qualité des aliments. La fermeture des écoles a déstabilisé le programme national de repas scolaires, qui permet de couvrir jusqu'à un tiers des besoins nutritionnels journaliers chez l'enfant³⁸. Le programme national de supplémentation alimentaire (Thriposha), qui cible les femmes enceintes et les enfants souffrant de malnutrition³⁹, reste confronté à diverses difficultés, notamment pour s'approvisionner en produits de base essentiels à la stabilisation de la production.

23. Les travailleurs du secteur des plantations figurent parmi les groupes les plus vulnérables de Sri Lanka. Les denrées alimentaires absorbent près de 50 pour cent des dépenses des ménages dans ce secteur, contre 30 pour cent à 35 pour cent dans d'autres secteurs⁴⁰.
24. L'absence de données intersectorielles, soumises à un suivi systématique et ventilées par sexe et en fonction d'autres mesures de la diversité, fait obstacle à la conception et à la mise en œuvre de politiques adaptées, fondées sur des données; les déficits de données sont les plus criants dans les domaines qui sont souvent perçus comme dissociés de la problématique femmes-hommes, tels que l'agriculture, le climat et l'environnement. Les données requises pour cerner les obstacles normatifs et structurels à l'égalité des sexes font défaut, ce qui conduit à la conception d'interventions à court terme non pérennes, qui négligent les freins structurels profonds à l'instauration d'une égalité femmes-hommes et à l'avancement des femmes⁴¹.
25. Les conflits sont alimentés par les problèmes structurels et la vulnérabilité socioéconomique, aggravés par les changements climatiques, qui exacerbent les tensions autour de l'allocation des maigres ressources disponibles. Les régions arides situées dans les zones en période post- conflit sont particulièrement vulnérables face à ces effets⁴².

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

26. Depuis 2018, le PAM apporte son concours technique au Ministère de la gestion des catastrophes et à d'autres organismes connexes qui sont parties prenantes de la stratégie nationale de gestion des catastrophes, et collabore avec eux au renforcement de la gestion des situations d'urgence au niveau national, des mécanismes de réduction des risques et des outils opérationnels. Le PAM a également appuyé la rationalisation du cadre de gestion des situations d'urgence, grâce à la mise en œuvre d'un plan national d'intervention d'urgence. L'assistance technique du PAM s'est axée sur la gestion de l'information, la mise au point d'outils d'évaluation, la planification des interventions d'urgence par scénario, ainsi que la planification de la gestion des secours et la conduite des interventions. Le PAM a également appuyé la mise en place d'approches locales de planification tenant compte des risques, par l'intermédiaire des organismes publics de gestion des catastrophes et de l'administration publique, le but étant d'élaborer une démarche durable de réduction des risques dans le secteur du développement.

³⁸ Jayawardena, P. 2020. *No School, No Meals: Sri Lanka's Battle against Child Malnutrition amidst COVID-19*. Talking Economics, blog de l'Institut des études politiques de Sri Lanka.

³⁹ Tilakaratna, G. and Sooriyamudali, C. 2017. *Food-Based Social Assistance Programs in Sri Lanka: Evolution and Transition to Cash Transfers*.

⁴⁰ PAM. 2018. *Fill the Nutrient Gap: Sri Lanka – Summary Report*.

⁴¹ ONU. 2021. *Common Country Analysis for Sri Lanka*. (Non accessible en ligne pour le moment)

⁴² Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix du Secrétariat de l'ONU, Programme des Nations Unies pour le développement et Programme des Nations Unies pour l'environnement. 2021. *Mécanisme de sécurité climatique: Boîte à outils – Note d'information*.

27. Le PAM a apporté son assistance technique au Département du développement *Samurdhi* afin de contribuer aux actions entreprises pour que le système de protection sociale *Samurdhi* soit plus inclusif, plus adaptable et plus réactif face aux chocs. Grâce à ce travail, le PAM a pu, par l'intermédiaire du système de protection sociale *Samurdhi*, fournir une assistance d'urgence sous forme de transferts de type monétaire aux communautés vulnérables, en particulier pour atténuer les répercussions de la COVID-19. Le système a également été mis à profit pour apporter un appui ciblé pendant les phases de perturbation aiguë de l'économie et des moyens d'existence, au moyen d'outils numériques et de solutions de bout en bout de transferts monétaires numériques, ce qui a facilité les processus de rapprochement financier, amélioré l'efficacité du programme et permis le recueil de données factuelles.
28. Le PAM a transféré avec succès la responsabilité de son programme de repas scolaires au Gouvernement, qui en assure désormais la gestion en intégralité, avec l'assistance technique du PAM. Dans l'optique d'instaurer un modèle pérenne, où les fournisseurs de repas scolaires, en particulier les femmes, confectionnent les repas à l'aide des produits frais de leurs propres jardins potagers, le PAM a mis à l'essai des modalités d'alimentation scolaire utilisant la production locale et prévoit de les appliquer à plus grande échelle, tout en corrigeant les lacunes mises en évidence dans l'évaluation du plan stratégique de pays (PSP) pour 2018-2022, à l'aide d'une stratégie bien conçue destinée à transformer les relations entre les femmes et les hommes. Les travaux d'élaboration d'une stratégie de campagne pour des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements ont commencé en 2021. Bien que, faute de financements, le riz enrichi n'ait pour l'heure pas été inclus dans les repas scolaires, une analyse approfondie des coûts de l'enrichissement du riz a été menée dans le cadre du programme national de repas scolaires, le but étant d'optimiser lesdits coûts et d'accroître l'efficacité du programme.
29. Le PAM a mis en place une approche intégrée de la résilience, complétée par la programmation d'actions tenant compte de la problématique femmes-hommes et de la nutrition, afin de renforcer la résilience des agriculteurs vulnérables face aux chocs climatiques et aux autres facteurs de perturbation. Le PAM s'est associé au Gouvernement pour instaurer des transferts de type monétaire, dans le cadre d'initiatives faisant appel à l'assistance alimentaire pour la création d'actifs, de sorte à améliorer l'accès aux moyens de production et la diversification des moyens d'existence. L'offre de services d'information climatique sur le "dernier kilomètre" aux communautés agricoles vulnérables face aux changements climatiques a été testée et s'est révélée très efficace. Dans le cadre d'un projet de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, le PAM a aidé les petits producteurs de riz et de maïs à améliorer leurs revenus, grâce à la réduction des pertes pendant et après la récolte, à la vente des produits à meilleur prix et à la mise en œuvre d'initiatives de regroupement de producteurs et d'accès aux marchés; ces réalisations ont permis d'accroître la productivité des petits exploitants. Désormais, le PAM cherche à mettre les petits exploitants agricoles et d'autres producteurs marginalisés en relation avec les systèmes de marché fondés sur la demande.
30. Le PSP pour 2023-2027, qui vient étoffer le portefeuille du PAM à Sri Lanka, s'inspire des enseignements tirés du PSP pour 2018-2022, lesquels ont mis en lumière la nécessité de:
 - mieux intégrer les effets directs et les activités du PSP;
 - adopter une approche systémique du renforcement des capacités;
 - améliorer le ciblage des groupes vulnérables; et
 - donner la priorité à un nombre restreint de domaines stratégiques, où concentrer les activités d'appui en matière de plaidoyer.

31. Le PSP pour 2023-2027 s'articule autour des priorités stratégiques énoncées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour Sri Lanka (2023-2027) (ci-après le "Plan-cadre de coopération"). Fondés sur une théorie du changement exhaustive, tous les effets directs du PSP sont étroitement interconnectés; un investissement systématique et ciblé en faveur du renforcement des capacités requises au titre des différents effets directs contribuera à la réalisation de progrès dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition et à la pérennisation des acquis. Pour combattre les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, le PAM s'adaptera à l'évolution du paysage politique et socioéconomique de Sri Lanka, en assurant une assistance technique intégrée ainsi que des activités de renforcement des capacités, et en travaillant au niveau national et local. L'un des effets directs inscrits dans le PSP prévoit la possibilité de faciliter, par un appui à petite ou moyenne échelle, l'accès à l'alimentation de certains groupes vulnérables, une activité que le PAM pourrait être appelé à réaliser ou à compléter dans le cadre des interventions d'urgence du Gouvernement.
32. Le Gouvernement restera le premier partenaire d'exécution du PAM. Toutefois, le PAM travaillera également en partenariat avec des entités du secteur privé, des organisations de la société civile, des organisations non gouvernementales (ONG) et des instituts universitaires, dans le but de favoriser une approche multipartite de la transformation des systèmes alimentaires.
33. Le PSP pour 2023-2027 sera axé sur:
 - la protection des populations ayant besoin d'une assistance immédiate à court terme, pour limiter toute nouvelle dégradation de leur situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
 - la transposition à plus grande échelle des programmes de renforcement de la résilience et de diversification des moyens d'existence à assise communautaire, qui revêtent une dimension nutritionnelle et inclusive et promeuvent à ce titre la durabilité;
 - l'offre d'une assistance technique dans le domaine des mesures d'anticipation, de l'alerte précoce, ainsi que de la préparation aux situations d'urgence et de la conduite d'interventions en cas de crise;
 - l'amélioration du ciblage et des systèmes fondés sur les besoins et réactifs face aux chocs;
 - la co-crédation d'outils innovants, de technologies numériques et de solutions en concertation avec les parties prenantes; et
 - la constitution d'une base de données factuelles, alimentée par des évaluations et analyses de données, afin de comprendre les risques et les vulnérabilités en matière de sécurité alimentaire.
34. Pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, le PSP pour 2023-2027 s'appuiera sur une approche de la résilience intégrée et à dimension nutritionnelle, qui mobilisera une programmation stratifiée et échelonnée à travers l'ensemble des effets directs, dans le but de renforcer les capacités et de réduire les vulnérabilités.
35. Par ailleurs, le PSP pour 2023-2027 tient compte du plan d'intervention axé sur les besoins et les priorités humanitaires de 2022, dont certaines activités résiduelles seront achevées pendant la première année de mise en œuvre.

2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

36. L'orientation stratégique adoptée par le PAM se fonde sur l'analyse contextuelle décrite dans l'analyse commune de pays réalisée par le système des Nations Unies en 2021, ainsi

que sur les priorités énoncées dans le Plan-cadre de coopération, le cadre national de politique générale et le programme d'investissement public pour 2021-2024⁴³.

37. Le Plan-cadre de coopération s'articule autour de six effets escomptés. Le PAM contribuera aux effets 1 (services sociaux), 3 (résilience climatique) et 4 (gouvernance), grâce à l'application de plans de travail communs visant à favoriser la synergie, la complémentarité et l'efficacité. Le PAM co-dirigera les travaux menés au titre de l'effet 1, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et participera activement aux activités prévues pour les cinq autres effets.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

38. Pour comprendre les priorités, les lacunes et les possibilités d'action, le PAM travaillera en liaison permanente avec différents partenaires et parties prenantes, dont les femmes, les organisations représentant les personnes handicapées et les groupes minoritaires, les bénéficiaires et les populations touchées. Dans le cadre de l'élaboration du PSP pour 2023-2027, le PAM a entrepris de vastes consultations avec les directeurs de diverses institutions pour traiter des questions de stratégie, ainsi qu'avec leurs agents pour aborder les questions techniques.
39. Le PAM a présenté l'orientation stratégique du PSP au Gouvernement, qui lui a transmis de précieux retours d'information, ce qui leur a permis de s'entendre sur des objectifs communs et les priorités stratégiques du PAM.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

40. Le PAM continuera de mettre l'accent sur le renforcement des systèmes alimentaires de Sri Lanka et fournira à ce titre une assistance technique au Gouvernement et aux partenaires afin d'accroître les capacités institutionnelles nationales dans les domaines de la conception, de la gestion et de l'amélioration des politiques et programmes et, partant, de renforcer la gestion des chocs, des facteurs de perturbation et d'autres facteurs de vulnérabilité, notamment les questions de protection et d'inclusion. Ces interventions seront destinées à améliorer la résilience des systèmes et la capacité à les adapter face aux conséquences des changements climatiques et d'autres facteurs de perturbation non climatiques, de manière inclusive et équitable.
41. Le PAM apportera son concours au Gouvernement, à la faveur d'activités d'assistance technique et d'une participation à l'élaboration des politiques, le but étant de renforcer durablement les systèmes, les institutions et les programmes publics en lien avec l'ODD 2. Le PAM participera à des travaux de recherche, produira des données factuelles, appuiera la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et donnera des conseils pratiques. En parallèle, il cherchera à renforcer la résilience des groupes ciblés menacés d'insécurité alimentaire et à réduire la vulnérabilité des ménages et des communautés au moyen d'approches à dimension nutritionnelle et spécifiquement axées sur la nutrition, tenant compte de la problématique femmes-hommes et des questions de protection. En optant pour une démarche fondée sur les systèmes alimentaires, le PAM renforcera les capacités d'un large éventail de parties prenantes à plusieurs niveaux et dans de multiples secteurs.
42. Les effets directs du PSP se conjuguent pour former un programme intégré, destiné à renforcer la résilience et à combattre les vulnérabilités face aux chocs et aux facteurs de perturbation liés au climat, au marché et aux menaces épidémiologiques, qui sont observés à différents niveaux (individus, ménages, communautés, institutions et systèmes).

⁴³ Département de la planification nationale. 2021. *Public Investment Programme (2021–2024)*.

Ces activités seront menées de façon à renforcer les capacités institutionnelles, de concert avec le Gouvernement et les partenaires.

43. A la demande du Gouvernement, le PAM appuiera les interventions en cas de crise en assurant des transferts de type monétaire et une assistance alimentaire et en nature au profit des populations touchées par la crise. Il fournira une assistance technique aux autorités nationales chargées de la gestion des catastrophes dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence, afin de renforcer les capacités d'intervention des administrations publiques nationales et locales avant, pendant et après les crises. Il s'attachera à diversifier ses partenariats en se rapprochant de partenaires d'exécution, de prestataires de services financiers et d'acteurs du secteur privé, l'objectif étant de renforcer les capacités d'amplification rapide des interventions en cas d'urgence.
44. Le présent PSP suivra une démarche de programmation fondée sur les droits, qui promeut l'égalité femmes-hommes, notamment grâce à une analyse de l'intersectionnalité des vulnérabilités, et vise à assurer que personne n'est laissé de côté. Le PAM continuera de systématiser l'inclusion du handicap au travers d'actions ciblées, de sorte à en accroître la portée et à renforcer l'avancement des personnes handicapées, en concertation avec les organisations qui les représentent.

3.2 Effets directs du plan stratégique de pays, effets directs stratégiques du PAM, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les communautés vulnérables à Sri Lanka satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels, ainsi que leurs autres besoins essentiels, pendant et après les crises

45. Le PAM effectuera des transferts de type monétaire et fournira des produits alimentaires en faveur des groupes vulnérables ciblés pour les aider à faire face à la crise économique actuelle et à d'éventuelles crises futures, complétant l'action publique selon ce qui lui sera demandé. En outre, le Gouvernement l'ayant prié d'apporter un appui d'urgence au programme national de repas scolaires, qui concerne un enfant sur quatre dans le pays, le PAM fournit également du riz enrichi, tandis que les pouvoirs publics continuent de mettre en œuvre le programme et de financer les autres éléments au menu des repas. En réponse à une demande du Ministère de la santé, il va aussi approvisionner le Gouvernement en matières premières (maïs et soja) afin de soutenir la production locale d'aliments composés enrichis (Thripasha). Au titre de cet effet direct, le PAM s'emploiera à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels, ainsi qu'aux autres besoins essentiels, des populations les plus vulnérables touchées par les crises; cet effet direct renvoie également à l'effet direct 4 du PSP, en ce qu'il englobe une composante intégrée de renforcement des capacités, destinée à améliorer la robustesse des systèmes publics nationaux et locaux requis pour les interventions à venir. Le PAM consolidera l'articulation entre action humanitaire, développement et paix, en examinant les vulnérabilités, les besoins et les possibilités d'action avant les crises et en acheminant l'assistance disponible par l'intermédiaire de systèmes de protection sociale inclusifs, lorsqu'il sera possible de le faire.

Effet direct stratégique du PAM

46. Cet effet direct du PSP est conforme à l'effet direct stratégique 1 du PAM (Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents).

Domaine d'action privilégié

47. Cet effet direct du PSP est axé sur les interventions face aux crises.

Harmonisation avec les priorités nationales

48. L'effet direct 1 du PSP s'inscrit en cohérence avec l'effet 1 du Plan-cadre de coopération (systèmes de protection sociale renforcés, résilients et équitables et bien-être accru), ainsi qu'avec la priorité 7 du cadre de politique générale de Sri Lanka.

Produits escomptés

49. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct 1 du PSP:
- Produit 1.1: Les ménages et les communautés touchés par des crises bénéficient d'une assistance couvrant leurs besoins alimentaires et nutritionnels et leurs autres besoins essentiels.
 - Produit 1.2: Les enfants de moins de 5 ans, les enfants d'âge scolaire et les femmes enceintes ou allaitantes touchés par la crise ont accès à des aliments nutritifs qui couvrent leurs besoins nutritionnels immédiats.

Activités essentielles

Activité 1: Assurer une assistance alimentaire et nutritionnelle et des activités d'appui aux moyens d'existence essentiels au profit des populations ciblées et fournir au Gouvernement des matières premières pour produire localement des aliments composés enrichis

50. Pour bien cibler l'assistance, le PAM s'appuiera sur les données issues des analyses de la vulnérabilité et les systèmes de gestion de l'information, qu'il complétera par des évaluations post-catastrophe et des analyses de la problématique femmes-hommes et des questions de protection. Il assurera des transferts de type monétaire et fournira des aliments composés et enrichis aux bénéficiaires, à la faveur des systèmes de distribution nationaux et conformément aux protocoles nationaux. Les autorités nationales et les acteurs de l'aide humanitaire mèneront des activités complémentaires. Le PAM inclura dans son offre d'assistance des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, le but étant de promouvoir la connaissance des principes nutritionnels et les comportements qui ont un effet positif sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Partenariats

51. Le PAM collaborera avec le Ministère de la gestion des catastrophes, le Ministère de la santé et le Ministère de l'éducation, entre autres organismes publics, ainsi qu'avec des partenaires d'exécution, des prestataires de services financiers et des acteurs du secteur privé à la mise en œuvre des activités d'assistance, notamment en passant autant que possible par les systèmes existants de protection sociale. Pour garantir l'application d'une approche concertée, le PAM travaillera en partenariat avec l'équipe de pays des Nations Unies pour l'action humanitaire et d'autres organismes des Nations Unies.

Hypothèses

52. La réalisation de cet effet direct est prévue dans le cas où le Gouvernement disposerait de moyens limités pour garantir un accès à la nourriture aux groupes vulnérables pendant une catastrophe ou un choc et demanderait au PAM de fournir une assistance directe aux populations ciblées.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

53. La stratégie de transition prévue pour l'effet direct 1 du PSP est intégrée à l'effet direct 4 et met l'accent sur le renforcement de la préparation aux situations d'urgence et de la réactivité face aux chocs du système public de protection sociale. Dans le cas où le PAM serait sollicité pour fournir une assistance directe aux populations ciblées, cette assistance prendra fin dès que les évaluations de la vulnérabilité indiqueront un retour aux conditions qui régnaient avant la crise. Dans le contexte actuel, le PAM apportera un soutien au programme national de repas scolaires, comme demandé par le Gouvernement, en fournissant du riz enrichi et en achetant les aliments nutritifs les plus coûteux distribués dans le cadre du programme, ceux-ci étant actuellement difficiles à se procurer. Ainsi, le système mis en place aux fins de ce programme continuera à fonctionner pendant la crise et le PAM pourra diminuer progressivement son aide directe limitée à mesure que le pays se relèvera. De plus, le soutien d'urgence apporté au programme de repas scolaires et au programme Thripasha sera mis en œuvre parallèlement aux activités de renforcement des capacités prévues au titre de l'effet direct 4 du PSP, de sorte qu'à moyen et long terme, ces programmes soient appuyés par des stratégies viables de financement et de gestion de la chaîne d'approvisionnement, un meilleur ciblage et des procédures améliorées de suivi et d'évaluation.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2027, les groupes ciblés à Sri Lanka présentent un meilleur état nutritionnel, grâce à la mise en place de programmes renforcés à dimension nutritionnelle et axés spécifiquement sur la nutrition, qui mettent particulièrement l'accent sur les 8 000 premiers jours de la vie

54. Les données récentes issues de comparaisons entre l'indice de capital humain et le produit intérieur brut des pays montrent que la nutrition revêt une importance cruciale de la conception à l'âge de 21 ans. Or, à Sri Lanka, de nombreux enfants n'ont pas accès à une alimentation nutritive et présentent des déficits caloriques et des carences en micronutriments, en particulier jusqu'à l'âge de dix ans, ce qui compromet leur capacité à exploiter tout leur potentiel. Les effets négatifs d'une mauvaise nutrition au cours de la première moitié de la période décisive des 8 000 premiers jours de la vie sont particulièrement manifestes chez les filles, notamment les adolescentes, chez qui l'on enregistre des taux élevés de retard de croissance et de carences en fer. Pour atteindre l'effet direct 2 du PSP, le PAM collaborera principalement avec le programme de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI) et le programme national de repas scolaires, qui lui serviront de points d'ancrage, l'objectif étant d'améliorer la nutrition de la population ciblée, en particulier les enfants âgés de 5 à 18 ans.

55. Le programme de SNMI du Ministère de la santé offre des mécanismes efficaces, notamment des moyens humains, pour la mise en œuvre d'interventions axées spécifiquement sur la nutrition et à dimension nutritionnelle et ciblant les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, ainsi que les enfants de moins de 5 ans. Le PAM continuera d'intégrer ses activités au sein des programmes de SNMI et de protection sociale pour atteindre ces groupes, au moyen d'une assistance ciblée qui portera principalement sur la lutte contre l'émaciation chez les enfants. Au travers de programmes menés en milieu scolaire, le PAM mettra à profit son avantage comparatif pour appuyer le programme national de repas scolaires et s'assurer que les enfants reçoivent chaque jour des repas nutritifs, ce qui contribuera à combattre l'émaciation et les privations nutritionnelles chroniques à l'origine des taux élevés de retard de croissance chez les adolescents. Les repas scolaires permettront de proposer du riz enrichi, qui contribuera à atténuer les carences en micronutriments. Outre qu'ils favorisent la durabilité économique du programme national de repas scolaires, les modèles d'alimentation scolaire utilisant la production locale peuvent considérablement accroître les revenus des petits exploitants agricoles locaux.

56. À la faveur d'interventions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, qui seront intégrées au programme national de repas scolaires, le PAM continuera de promouvoir l'adoption de bonnes habitudes alimentaires auprès des écoliers, de leur famille et de leur communauté, tout en luttant contre les stéréotypes, notamment ceux à caractère sexiste, qui font obstacle à la consommation d'aliments sains.
57. Les effets directs 2 et 4 du PSP se recoupent au niveau des activités de renforcement systémique portant sur la nutrition. Pour ces deux effets directs, le PAM s'emploiera à positionner ses projets dans les mêmes domaines, en intégrant, stratifiant et échelonnant ses activités selon une approche à dimension nutritionnelle du renforcement de la résilience.

Effet direct stratégique du PAM

58. Cet effet direct du PSP est conforme à l'effet direct stratégique 2 du PAM (Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation).

Domaine d'action privilégié

59. Cet effet direct du PSP est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

60. L'effet direct 2 du PSP s'inscrit en cohérence avec l'effet 1 du Plan-cadre de coopération (systèmes de protection sociale renforcés, résilients et équitables et bien-être accru), ainsi qu'avec les priorités 9 et 10 du cadre de politique générale de Sri Lanka.

Produits escomptés

61. Les trois produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct 2 du PSP:
- Produit 2.1: Les groupes en situation d'insécurité alimentaire, dont les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 5 ans et les enfants d'âge scolaire (5-10 ans), ont accès à des aliments nutritifs dans le cadre des programmes nationaux de protection sociale axés sur l'amélioration des résultats nutritionnels.
 - Produit 2.2: Les enfants d'âge scolaire ciblés, les femmes enceintes, les femmes allaitantes et leur communauté développent leurs connaissances et modifient leurs comportements et pratiques à l'égard du partage équitable du travail domestique entre femmes et hommes, de la prise de décisions, de la gestion des finances du ménage et de la consommation d'aliments sains, sûrs et nutritifs au service de meilleurs résultats en matière de nutrition.
 - Produit 2.3: Les femmes qui participent à la chaîne d'approvisionnement des repas scolaires, notamment les petites productrices, accèdent à un bien-être économique accru, étant en mesure de vendre de manière fiable et prévisible leur production potagère auprès des projets d'alimentation scolaire, et veillent à ce que les enfants scolarisés aient accès à une alimentation sûre, nutritive et saine.

Activités essentielles

Activité 2: Fournir une assistance aux enfants, aux femmes enceintes ou allaitantes, aux enfants de moins de 5 ans, aux petits exploitants agricoles et aux communautés ciblées qui sont vulnérables face à l'insécurité alimentaire, à des déséquilibres alimentaires et à la malnutrition, par l'intermédiaire de transferts d'actifs, d'une assistance alimentaire et monétaire, de l'alimentation scolaire utilisant la production locale, d'actions de formation et d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, afin d'améliorer les résultats nutritionnels

62. Cette activité sera axée sur la fourniture d'une assistance technique au programme de SNMI et au programme national de repas scolaires, l'objectif étant de promouvoir la santé selon une approche à dimension nutritionnelle, durable sur le plan social et financier. Elle doit aussi permettre aux enfants d'âge scolaire, en particulier ceux en âge d'être scolarisés dans le cycle primaire, aux femmes enceintes ou allaitantes et aux enfants de moins de 5 ans d'accéder de manière systématique et sans interruption à des aliments nutritifs, sûrs et sains, en complétant le programme de SNMI, le programme national de repas scolaires et d'autres programmes de protection sociale grâce à la fourniture de riz enrichi et à la mise en place, au besoin, de transferts de produits alimentaires et de type monétaire.
63. Les interventions communautaires de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui ciblent les femmes enceintes, les filles, les jeunes mères, les écoliers et les personnes qui s'en occupent, les familles et les communautés promouvoir l'adoption d'attitudes et de pratiques favorisant un partage équitable du travail domestique et de la gestion des finances entre les femmes et les hommes, ainsi que la consommation d'aliments sains, sûrs et nutritifs. Cette forme de communication et les campagnes associées seront centrées sur l'utilisateur, accessibles et taillées sur mesure, en fonction des informations disponibles au niveau local et des préférences et besoins des communautés en matière de communication.
64. Les petits producteurs locaux qui assurent l'approvisionnement en produits frais de la restauration scolaire recevront une formation, du matériel et des intrants agricoles, faisant le lien entre l'alimentation scolaire utilisant la production locale et le programme national de repas scolaires, le but étant d'améliorer leur bien-être économique, de mieux fidéliser les prestataires et de réduire le coût unitaire des repas. La charge de travail disproportionnée qui pèse sur les femmes participant au programme national de repas scolaires et à l'alimentation scolaire utilisant la production locale sera prise en compte grâce à des mécanismes destinés à leur garantir un juste retour économique et un partage équitable du travail. Pour assurer la sécurité sanitaire et la qualité des repas servis dans le cadre du programme national de repas scolaires, le PAM organisera des formations et des activités individuelles de renforcement des capacités au profit des fournisseurs de repas et cherchera à améliorer l'infrastructure et les équipements concernant les écoles, ce qui favorisera aussi la sensibilisation des enfants aux principes nutritionnels.

Partenariats

65. Le PAM travaillera avec les ministères chargés de l'éducation, de la santé, de la condition féminine et de l'enfance, ainsi qu'avec d'autres organismes publics, pour étendre à plus grande échelle le programme national de repas scolaires et pérenniser l'offre d'aliments nutritifs. Il continuera de se coordonner avec ses partenaires, de façon à améliorer l'efficacité du programme sur le plan opérationnel.
66. Le PAM collaborera étroitement avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et d'autres entités des Nations Unies à la programmation d'activités relatives à la protection sociale et à la nutrition et aux actions de plaidoyer.

Hypothèses

67. L'obtention de l'effet direct 2 du PSP repose sur les hypothèses suivantes: les homologues gouvernementaux à l'échelle nationale et infranationale participent activement et appuient la mise en œuvre; et le Gouvernement conservera les ressources et la volonté politique nécessaires à la mise en œuvre des programmes de filets de sécurité, notamment le programme national de repas scolaires.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

68. Le programme national de repas scolaires est piloté et mis en œuvre en intégralité par le Gouvernement. Le PAM s'attachera à intégrer les modalités d'alimentation scolaire utilisant la production locale à la structure institutionnelle du pays, pour garantir la pérennité du programme national de repas scolaires. Il s'attachera également à garantir que le programme est maintenu au-delà de 2027 pour les garçons et les filles d'âge scolaire ciblés; à obtenir des parties prenantes qu'elles renforcent l'appui qu'elles apportent; et à plaider pour l'augmentation et la pérennisation des financements nationaux.

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2027, les communautés à Sri Lanka sont plus résilientes et moins vulnérables face aux aléas naturels, aux changements climatiques et à d'autres risques, tout en disposant de moyens d'existence plus pérennes

69. Les activités prévues au titre de cet effet direct du PSP visent à aider les individus, les ménages et les communautés à se relever après une crise, à renforcer la résilience et à combattre les causes profondes de la vulnérabilité, l'idée étant de renforcer la capacité de tous à gérer les chocs et les facteurs de perturbation qui portent atteinte à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et à s'y adapter.
70. Le PAM viendra en aide aux communautés qui sont confrontées à des risques climatiques et autres et vivent dans une situation associant vulnérabilité socioéconomique et pauvreté multidimensionnelle. Sont concernés les groupes suivants: personnes en situation d'insécurité alimentaire; personnes marginalisées les plus pauvres et les plus vulnérables; petits exploitants agricoles; bénéficiaires du système de protection sociale; jeunes; ménages comptant des enfants de moins de 5 ans ou des femmes enceintes ou allaitantes; et communautés résidant dans des environnements dangereux. Étant donné que les catastrophes naturelles, dont celles induites par les changements climatiques, ont des répercussions distinctes sur les femmes, les hommes, les filles, les garçons et les personnes handicapées, on prendra en considération les inégalités intersectionnelles et les causes profondes de la vulnérabilité lors de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des programmes intégrés du PAM axés sur le renforcement de la résilience.
71. Les travaux menés au titre de cet effet direct seront étayés par une analyse des risques et des vulnérabilités et seront conçus et exécutés en tenant compte de la problématique femmes-hommes et des questions de protection. Les activités seront organisées de manière stratifiée et échelonnée autour de l'offre de services climatiques sur le "dernier kilomètre", de mesures d'adaptation aux changements climatiques et du développement des filières au niveau local; les activités connexes prévues au titre de l'effet direct 4 du PSP permettront de consolider les systèmes nationaux et les capacités institutionnelles pertinents au regard de l'analyse de la vulnérabilité, de l'information climatique, de la gestion des risques de catastrophe, de la protection sociale et de la nutrition, afin de garantir la sécurité alimentaire face à l'évolution du climat.

Effet direct stratégique du PAM

72. Cet effet direct du PSP est conforme à l'effet direct stratégique 3 du PAM (Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables).

Domaine d'action privilégié

73. Cet effet direct du PSP est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

74. L'effet direct 3 du PSP s'inscrit en cohérence avec l'effet 3 du Plan-cadre de coopération (gestion des ressources naturelles, résilience climatique et durabilité environnementale), ainsi qu'avec les priorités 5 et 8 du cadre de politique générale de Sri Lanka.

Produits escomptés

75. Les quatre produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct 3 du PSP:

- Produit 3.1: Les communautés en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables face aux risques climatiques bénéficient d'un accès renforcé aux services d'information et de conseil sur le climat, ce qui leur permet d'améliorer leurs moyens d'existence et de protéger leur production, en particulier la production d'aliments sains et nutritifs.
- Produit 3.2: Les communautés bénéficient d'un accès renforcé aux moyens de production, à des moyens d'existence diversifiés et à une énergie propre, tout en restaurant et en protégeant les ressources naturelles à l'aide de solutions fondées sur la nature, propres à renforcer les écosystèmes, à améliorer les résultats nutritionnels et à offrir de meilleurs débouchés aux femmes, aux personnes handicapées et aux autres groupes marginalisés, pour appuyer le développement pérenne et le relèvement précoce dans le sillage d'une crise.
- Produit 3.3: Les petits exploitants sont dotés de capacités renforcées dans le domaine de la production agricole, de la gestion après récolte et de la valorisation, et sont en relation avec les marchés et les services financiers, ce qui leur permet de réduire leurs pertes après récolte et d'améliorer leurs revenus.
- Produit 3.4: Les communautés en situation d'insécurité alimentaire qui sont exposées aux changements climatiques et à d'autres risques sont mieux informées des mécanismes nationaux de protection sociale adaptatifs et réactifs face aux chocs et des mesures complémentaires axées sur la nutrition, l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes, et y ont plus facilement accès.

Activités essentielles

Activité 3: Fournir une assistance aux communautés vulnérables et à risque afin de créer des activités inclusives et à dimension nutritionnelle favorisant la diversification des moyens d'existence, de sorte à améliorer la résilience face aux changements climatiques et à d'autres risques

76. À l'aide d'une approche intégrée de la gestion des risques climatiques et de démarches communautaires participatives, le PAM appuiera la diffusion en temps opportun d'informations sur le climat local aux agriculteurs, qui pourront prendre des décisions éclairées concernant leurs moyens d'existence.

77. Dans le cadre de ses programmes Assistance alimentaire pour la création d'actifs, le PAM effectuera des transferts de type monétaire au profit de membres des ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire. L'objectif est de les aider à mieux satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels ainsi que leurs autres besoins essentiels à court terme, avec dignité et compte tenu de leurs préférences, en leur permettant aussi de participer à la création d'actifs, à la formation agricole et à la restauration des services communautaires qui contribuent au relèvement rapide et à la sécurité alimentaire à long terme.

78. Le PAM collaborera avec les autorités locales et se servira de ses programmes Assistance alimentaire pour la création d'actifs pour contribuer à atténuer les répercussions des chocs climatiques fréquents auxquels sont exposées les communautés en situation d'insécurité alimentaire, grâce à la remise en état des actifs productifs et à l'adoption de stratégies d'adaptation reposant sur la diversification des moyens d'existence, qui renforcent la résilience. Dans le cadre de ses programmes d'adaptation aux changements climatiques, le PAM contribuera aussi à améliorer les systèmes nationaux et infranationaux afin de les rendre plus réactifs en cas de phénomène météorologique extrême et de préserver les acquis

Partenariats

79. Au titre de l'effet direct 3 du PSP, le PAM collaborera avec les ministères chargés de l'environnement, de l'agriculture, de l'irrigation, de la condition féminine et de l'enfance, les départements chargés du développement agricole et du développement *Samurdhi* ainsi que d'autres organismes publics. Des partenariats seront établis avec des entités du secteur privé pour promouvoir les liens avec les marchés et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement où interviennent les petits producteurs. Le PAM cherchera à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole et l'UNICEF dans le cadre d'activités de renforcement de la résilience à dimension nutritionnelle. Il appuiera également le renforcement, la participation et la mobilisation des organisations de la société civile en vue de la conduite d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, qui soient adaptées aux besoins et aux préférences des populations touchées en matière d'information et de communication, tout particulièrement les groupes les plus marginalisés, et qui favorisent une meilleure prise en compte du handicap et des questions de cohésion sociale, l'amélioration de la nutrition et l'adoption de solutions fondées sur le climat.

Hypothèses

80. L'obtention de l'effet direct 3 du PSP repose sur les hypothèses suivantes: les pouvoirs publics disposent de suffisamment de ressources et de personnel pour mettre efficacement en œuvre les systèmes, et les autorités locales apportent leur appui à cet égard. Pour ce faire, il faut que les communautés locales, dont les personnes les plus vulnérables, prennent une part active dans les interventions axées sur les moyens d'existence et restent déterminées à consacrer du temps et de l'énergie à la réalisation d'effets directs collectifs au niveau communautaire.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

81. Le PAM collaborera avec les communautés, le Gouvernement et les systèmes institutionnels afin qu'ils puissent développer leurs capacités d'adaptation et de gestion des risques climatiques, en s'appuyant sur des prévisions et des informations climatiques fiables. Il investira également dans des activités de renforcement de la résilience destinées à améliorer la capacité d'adaptation, à réduire les risques de catastrophe et à appuyer l'élaboration d'initiatives pilotées par le Gouvernement, qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes et de la nutrition et donnent aux populations accès à des moyens d'existence plus diversifiés.

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: D'ici à 2027, les institutions et les parties prenantes nationales et infranationales à Sri Lanka disposent de capacités renforcées leur permettant d'instaurer des systèmes alimentaires adaptatifs et résilients, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition

82. S'inscrivant dans le prolongement des réalisations du PSP pour 2018-2022, les travaux prévus au titre de cet effet direct du PSP permettront d'étendre à plus grande échelle les opérations d'assistance technique du PAM destinées à accélérer les progrès accomplis au regard des ODD 2 et 17. Le PAM investira dans le perfectionnement des compétences, de la base de connaissances et des systèmes requis pour accroître la capacité des pouvoirs publics à intervenir en cas de choc et à combattre durablement la faim selon une approche inclusive et équitable.
83. Cet effet direct du PSP matérialise le "triple lien", puisqu'il permet au Gouvernement d'établir des systèmes propres à réduire les répercussions que peuvent avoir les chocs sur les femmes et les hommes, tout en améliorant la capacité de relèvement des populations. Il contribue au renforcement des institutions, des systèmes et des communautés, y compris par l'intermédiaire de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

Effet direct stratégique du PAM

84. Cet effet direct du PSP est conforme à l'effet direct stratégique 4 du PAM (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

Domaine d'action privilégié

85. Cet effet direct du PSP est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

86. L'effet direct 4 du PSP s'inscrit en cohérence avec l'effet 4 du Plan-cadre de coopération (gouvernance responsable, justice et état de droit), ainsi qu'avec les priorités 5 et 6 du cadre de politique générale de Sri Lanka.

Produits escomptés

87. Les quatre produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct 4 du PSP:
- Produit 4.1: Les institutions nationales et infranationales chargées de la gestion des catastrophes et de la protection sociale disposent de capacités renforcées en matière de prise en compte de la problématique femmes-hommes, de la diversité et du handicap, ce qui leur permet de mieux anticiper les situations d'urgence et les crises, de mieux s'y préparer et de mieux y faire face de manière coordonnée.
 - Produit 4.2: Le Gouvernement est mieux à même d'élaborer et de pérenniser des stratégies et plans d'adaptation aux changements climatiques tenant compte des risques, ainsi que des stratégies et plans locaux de gestion des risques de catastrophe.
 - Produit 4.3: Les organismes nationaux, dont les organisations de la société civile et les entités du secteur privé, bénéficient de capacités renforcées en matière de production et d'analyse de données, avec notamment le recours à des outils et approches innovants et à des technologies numériques co-crées qui permettent de promouvoir une prise de décisions fondée sur des données factuelles et sont conformes aux normes relatives à la confidentialité et à la protection des données.
 - Produit 4.4: Les groupes en situation d'insécurité alimentaire, dont les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 5 ans et les enfants d'âge scolaire (de 5 à 19 ans), recueillent les fruits des capacités renforcées des organismes publics, de protection sociale et du secteur privé au niveau national et infranational, qui sont à présent équipés d'outils innovants pour lutter contre la malnutrition.

Activités essentielles

Activité 4: Fournir une assistance technique, notamment pour la co-création, l'expérimentation et l'utilisation de technologies numériques en concertation avec le Gouvernement et d'autres acteurs des secteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection sociale, aux niveaux national et infranational

88. Le PAM aidera les organismes publics aux niveaux national et local à améliorer les capacités requises pour la préparation aux situations d'urgence et la conduite d'interventions en cas de crise, l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité, l'utilisation d'instruments de protection sociale, la prestation de services climatiques, ainsi que le suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le PAM veillera à ce que la collecte, l'analyse et l'utilisation des données soient conformes aux normes de protection des données et prennent en compte la problématique femmes-hommes, tout en reflétant les besoins distincts des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Une attention particulière sera également portée à la production de données ventilées en fonction du handicap, qui contribuent à l'élaboration de politiques et de prestations de services inclusives.
89. Au titre de l'activité 4, le PAM renforcera les capacités des pouvoirs publics en vue de la mise en œuvre du plan d'action multisectoriel sur la nutrition, conformément aux engagements pris dans le cadre du Sommet sur la nutrition pour la croissance et de la Coalition mondiale pour les repas scolaires, créée à l'occasion du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021; le PAM mobilisera également l'appui des partenaires de la Coalition pour aider le Gouvernement à honorer ses engagements au travers d'expérimentations collaboratives et d'actions co-créées. L'activité 4 prévoit également le renforcement du réseau des entreprises du mouvement Renforcer la nutrition (SUN), le but étant de consolider la contribution des entreprises à l'amélioration de l'accès des populations à des aliments sains et nutritifs; l'exploitation des données recueillies sur l'enrichissement du riz dans le cadre du PSP pour 2018-2022; et l'expérimentation de solutions innovantes, telles que les plateformes communautaires pour la promotion d'une alimentation saine, de pratiques agricoles intelligentes face au climat et de la transformation des systèmes alimentaires. Le système de suivi et d'évaluation du programme national de repas scolaires sera renforcé, de même que les capacités institutionnelles requises pour exécuter et suivre la politique nationale en matière de nutrition. Une attention particulière sera portée au renforcement des modalités institutionnelles – notamment des procédures de ciblage – nécessaires pour garantir la production et la qualité constantes du Thriposha, produit local utilisé dans le traitement de la malnutrition aiguë modérée.
90. Le PAM participera à la consolidation d'une plateforme de coordination multisectorielle chargée d'examiner, aux côtés des pouvoirs publics, les causes profondes de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et d'autres vulnérabilités sociales, et de collaborer avec le secteur privé et d'autres parties prenantes pour expérimenter diverses interventions, notamment le recours à des outils numériques et à des méthodes de suivi et d'évaluation permettant de prendre en compte les questions de sécurité alimentaire dans les secteurs concernés.

Partenariats

91. Au titre de l'effet direct 4 du PSP, le PAM collaborera avec les ministères chargés de la gestion des catastrophes, de la santé, de l'éducation, de la condition féminine et de l'enfance; avec les départements chargés des opérations de recensement, de la statistique et du développement *Samurdhi* et d'autres organismes publics; ainsi qu'avec le secteur privé et les organisations de la société civile, pour mener à bien ses activités de renforcement des capacités.

Hypothèses

92. L'obtention de l'effet direct 4 du PSP repose sur les hypothèses suivantes: les pouvoirs publics disposent de suffisamment de ressources et de personnel pour élaborer des systèmes efficaces; et les autorités locales soutiennent la mise en œuvre des opérations d'assistance technique du PAM.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

93. La stratégie de transition du volet de renforcement des capacités prévoit le transfert progressif de la gestion des activités relevant de l'effet direct 4 du PSP en direction des structures gouvernementales et de partenariats public-privé qui contribuent à inscrire ces initiatives dans la durée.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

94. Les bénéficiaires qui reçoivent une assistance directe sous forme de transferts de vivres, de transferts de type monétaire ou d'activités de renforcement des capacités individuelles profiteront de cet appui principalement au titre des effets directs 1, 2 et 3 du PSP. Le PAM travaillera également avec les communautés, le Gouvernement et les associations et systèmes locaux afin d'encourager la mise en place d'un environnement porteur, en proposant des activités qui s'imbriquent de manière intégrée, stratifiée et échelonnée avec les opérations d'assistance technique. Cela permettra de renforcer les capacités à divers niveaux, pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, et de toucher un grand nombre de bénéficiaires indirects.
95. Les critères de ciblage géographique et de sélection des bénéficiaires seront définis sur la base d'analyses de la sécurité alimentaire, des risques, des vulnérabilités et des moyens d'existence, dont une étude globale sur les moyens d'existence et la résilience, la mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire de 2022 ainsi que l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2019-2020. S'agissant de l'effet direct 1 du PSP, le ciblage reposera sur les critères énoncés dans l'appel humanitaire ainsi que sur des évaluations et analyses complémentaires fondées sur les faits. Pour ce qui est de l'effet direct 2, il tiendra compte de la vulnérabilité sur le plan nutritionnel, tandis que pour l'effet direct 3, il s'appuiera sur des évaluations au regard de la sécurité alimentaire et de l'exposition des bénéficiaires aux aléas naturels. Le ciblage sera effectué dans le cadre d'une consultation communautaire participative, en tenant compte des points de vue des femmes, des personnes handicapées, des associations locales et des parties prenantes des pouvoirs publics. Les besoins intersectionnels, dont ceux liés à la problématique femmes-hommes, à l'âge, au handicap, aux questions de protection et à la nutrition, seront également pris en considération aux étapes du ciblage et de la mise en œuvre, grâce à la prise en compte lors de l'analyse de situation de la problématique femmes-hommes, des questions linguistiques, des risques de conflit et du handicap.
96. Le PAM utilisera les indicateurs des ODD ainsi que ses propres indicateurs relatifs à la mesure de l'insécurité alimentaire et du recours à des stratégies de survie pour cibler les populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë dans le cadre des interventions face aux crises, du programme national de repas scolaires et des activités de renforcement de la résilience.
97. Le PAM rendra compte des effets directs des projets à l'aide de sa plateforme numérique pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts, de l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace et d'autres outils institutionnels. Le système d'acquisition de données opérationnelles par voie mobile et les autres systèmes de collecte

de données seront utilisés pour gérer les données relatives aux bénéficiaires et assurer la mise en œuvre et le suivi des activités, ainsi que l'établissement des rapports connexes.

98. Il faut s'attendre à ce que les bénéficiaires soient comptés plusieurs fois au titre de l'effet direct 2 du PSP, car il s'agira dans la majeure partie des cas d'enfants scolarisés dans le cycle primaire, et les fournisseurs de repas scolaires utilisant la production locale profiteront d'activités de renforcement des capacités; étant donné que le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale devrait cibler les mêmes sites pendant toute la durée de mise en œuvre du PSP, les personnes concernées en bénéficieront pendant plusieurs mois. Hors chevauchements, le PAM estime que le PSP bénéficiera à 2 612 765 individus.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS, PAR PRODUIT ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES ANNÉES CONFONDUES)									
Effet direct du plan stratégique de pays	Produit	Activité	Groupe de bénéficiaires	2023	2024	2025	2026	2027	Total
1	1.1 (transferts de type monétaire)	1	Filles	19 600	414	331	248	248	20 841
			Garçons	21 000	420	336	252	252	22 260
			Femmes	53 200	875	700	525	525	55 825
			Hommes	46 200	791	633	474	474	48 572
			Total	140 000	2 500	2 000	1 500	1 500	147 500
	1.1 (produits alimentaires)	1	Filles	29 400	0	0	0	0	29 400
			Garçons	31 500	0	0	0	0	31 500
			Femmes	79 800	0	0	0	0	79 800
			Hommes	69 300	0	0	0	0	69 300
			Total	210 000	0	0	0	0	210 000
	1.2 (produits alimentaires)	1	Filles	510 000	0	0	0	0	510 000
			Garçons	490 000	0	0	0	0	490 000
			Femmes	0	0	0	0	0	0
			Hommes	0	0	0	0	0	0
			Total	1 000 000	0	0	0	0	1 000 000
	1.2 (produits alimentaires)	1	Filles	16 600	0	0	0	0	16 600
			Garçons	0	0	0	0	0	0
			Femmes	315 400	0	0	0	0	315 400
			Hommes	0	0	0	0	0	0
			Total	332 000	0	0	0	0	332 000
	1.2 (produits alimentaires)	1	Filles	352 500	0	0	0	0	352 500
			Garçons	352 500	0	0	0	0	352 500
Femmes			0	0	0	0	0	0	
Hommes			0	0	0	0	0	0	
Total			705 000	0	0	0	0	705 000	
2	2.1 (transferts de type	2	Filles	0	71 400	0	0	0	71 400
			Garçons	0	68 600	0	0	0	68 600

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS, PAR PRODUIT ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES ANNÉES CONFONDUES)										
Effet direct du plan stratégique de pays	Produit	Activité	Groupe de bénéficiaires	2023	2024	2025	2026	2027	Total	
	monétaire et produits alimentaires)		Femmes	0	0	0	0	0	0	
			Hommes	0	0	0	0	0	0	
			Total	0	140 000	0	0	0	140 000	
	2.2 (renforcement des capacités)	2	Filles	51 000	51 000	88 469	88 469	0	139 469	
			Garçons	50 000	50 000	85 000	85 000	0	135 000	
			Femmes	0	0	0	0	0	0	
			Hommes	0	0	0	0	0	0	
			Total	101 000	101 000	173 469	173 469	0	174 469	
	2.3 (renforcement des capacités)	2	Filles	0	0	0	0	0	0	
			Garçons	0	0	0	0	0	0	
			Femmes	2 200	2 200	2 550	2 550	2 550	2 550	
			Hommes	440	440	450	450	450	450	
			Total	2 640	2 640	3 000	3 000	3 000	3 000	
	3	3.1 (renforcement des capacités)	3	Filles	0	334	334	334	0	1 002
				Garçons	0	332	332	332	0	996
Femmes				0	706	706	706	0	2 118	
Hommes				0	628	628	628	0	1 884	
Total				0	2 000	2 000	2 000	0	6 000	
3.2 (renforcement des capacités)		3	Filles	0	1 253	1 854	1 449	501	5 057	
			Garçons	0	941	1 378	1 221	498	4 038	
			Femmes	0	2 754	4 136	3 116	1 059	11 065	
			Hommes	0	2 244	3 344	2 646	942	9 176	
			Total	0	7 192	10 172	8 432	3 000	28 796	
	3.3 (renforcement des capacités)	3	Filles	0	0	0	0	0	0	
			Garçons	0	0	0	0	0	0	
			Femmes	104	104	104	104	104	520	
			Hommes	96	96	96	96	96	480	
			Total	200	200	200	200	200	1 000	
	3.4 (renforcement des capacités)	3	Filles	133	133	133	133	133	665	
			Garçons	132	132	132	132	132	660	
			Femmes	482	482	482	482	482	2 410	
			Hommes	253	253	253	253	253	1 265	
			Total	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	
Total (hors chevauchement)				2 491 840	256 532	191 841	189 601	58 700	2 612 765	

4.2 Transferts

99. Le PAM favorisera l'accès des enfants en âge d'être scolarisés dans le cycle primaire à des aliments nutritifs en recourant à trois modalités de transfert: transferts de vivres, rations à emporter et bons-produits.
100. Au titre du domaine d'action "intervention face à une crise", le PAM fournira des aliments enrichis et composés à des enfants et à des femmes vulnérables sur le plan nutritionnel au moyen des systèmes de distribution nationaux et conformément aux protocoles nationaux. En outre, du riz enrichi et des lentilles seront distribués aux fournisseurs de repas scolaires, en plus des contributions ordinaires en espèces qu'ils reçoivent du Gouvernement, dont le montant est calculé en fonction du nombre de repas fournis. Cette assistance alimentaire directe sera accordée au cours des deux à trois mois de l'année où les prix des produits alimentaires sont généralement le plus élevés. La ration sera déterminée à partir des menus standards établis par le Gouvernement pour la restauration scolaire. Le PAM prévoit de distribuer du riz enrichi et des lentilles au cours des deux premières années de mise en œuvre du PSP, dans l'espoir que le Gouvernement aura stabilisé la production alimentaire et les prix des denrées d'ici à la troisième année de mise en œuvre.
101. Le PAM prévoit également d'accorder des financements au Gouvernement en vue de la distribution de bons-produits ou de rations à emporter au profit des écoliers, en particulier si le Gouvernement opte pour ces modalités d'assistance en remplacement des repas scolaires pour cause de confinement lié à la COVID-19. Le prix des rations est fixé sur la base du prix standard des rations distribuées par les pouvoirs publics en 2021. Le mécanisme de distribution du Gouvernement sera utilisé et tous les frais de transport seront à la charge de ce dernier.
102. S'inspirant de l'expérience acquise dans la mise en œuvre du PSP pour 2018-2022, le PAM privilégiera l'assistance en espèces à usages multiples quand les marchés sont opérants et au cours de la mise en œuvre des interventions face à des crises et des activités de relèvement rapide et de création d'actifs, ce qui aidera les ménages le plus touchés ou vulnérables à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels, ainsi que leurs autres besoins essentiels. La valeur des transferts sera déterminée en fonction du coût d'un régime alimentaire nutritif (ou des valeurs supplétives utilisées par le Gouvernement) et tiendra compte de l'inflation des prix des produits alimentaires lorsque l'assistance s'étend sur plusieurs années.
103. Les modalités de transfert seront complémentaires. Ainsi, l'assistance alimentaire fournie en cas de crise, par exemple sous forme de rations à emporter ou de rations supplémentaires dans le cadre du programme national de repas scolaires, peut s'ajouter aux transferts de type monétaire effectués au profit des personnes issues des communautés ciblées qui prennent part aux activités de création d'actifs pour le relèvement rapide.

4.3 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

104. Le PAM recherchera des talents et renforcera les capacités du personnel du bureau de pays afin de s'assurer qu'il dispose des compétences requises pour mettre en œuvre le PSP, en tenant compte de la configuration de l'équipe de pays des Nations Unies qui exécute le Plan-cadre de coopération. La structure organisationnelle du bureau de pays sera suffisamment souple et sera dotée des moyens nécessaires pour répondre à l'évolution des demandes pendant la période de mise en œuvre du PSP.

4.4 Partenariats

105. Partenaire de confiance du Gouvernement, le PAM tirera parti de ce statut privilégié pour maximiser sa contribution à la concrétisation d'une vision commune pour 2030, de concert avec les ministères chargés des finances, de la santé, de l'éducation, de la gestion

des catastrophes, de l'environnement, de la condition féminine et de l'enfance, ainsi qu'avec d'autres autorités nationales et locales.

106. Le PAM continuera de collaborer avec des institutions financières internationales telles que la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale, l'ensemble de la communauté internationale, et les donateurs, notamment à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, afin de mobiliser des compétences spécialisées, des financements et des appuis en faveur de la réalisation des effets directs du PSP.
107. Le PAM nouera des partenariats avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi qu'avec des organisations de la société civile compétentes, pour faire progresser l'égalité des sexes et l'inclusion du handicap.
108. Le PAM étudiera les possibilités de collaboration et développera les liens existants avec les organisations de la société civile, les ONG, les universités et les instituts de recherche en vue du partage des connaissances, de la mise à disposition de compétences spécialisées et de l'établissement de partenariats directs ou stratégiques.
109. Par l'intermédiaire du réseau des entreprises du mouvement SUN, du Forum des peuples SUN et du Pacte mondial des Nations Unies, le PAM envisagera, selon une approche stratégique, l'établissement de partenariats avec le secteur privé afin d'accroître l'impact de ses initiatives dans le domaine de la nutrition et de la sécurité alimentaire.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

110. Les modalités de suivi s'inspireront du nouveau Cadre de résultats institutionnels du PAM pour 2022-2025. Le bureau de pays mesurera les résultats propres au pays dans les domaines de l'égalité femmes-hommes, de la responsabilité à l'égard des populations touchées et de l'inclusion du handicap, afin de permettre l'adaptation de ses programmes et l'appréciation des progrès accomplis sur la voie de l'égalité femmes-hommes et de l'avancement des femmes. Les données seront ventilées par sexe, par âge, par handicap et en fonction d'autres facteurs de marginalisation s'il y a lieu. Tout en assurant le suivi des progrès enregistrés au regard des quatre effets directs du PSP, le PAM mesurera les résultats ayant trait à l'égalité femmes-hommes au moyen d'activités de suivi, de l'application d'un plan d'examen et d'évaluation et de la théorie du changement définie pour chacun des effets directs énoncés. Ce travail permettra d'étayer l'ajustement des programmes et la prise de décisions. En collaboration avec le système des Nations Unies pour le développement, le PAM améliorera la production et l'analyse de données factuelles, tout en faisant appel à des outils et à des approches innovants pour tous les effets directs. Le bureau de pays s'efforcera d'accroître l'utilisation des plateformes numériques, en les intégrant si possible aux systèmes des pouvoirs publics, dans le cadre de ses activités d'appui au renforcement des capacités du Gouvernement en matière d'analyse des données.
111. Une évaluation indépendante du PSP sera effectuée en 2026 pour apprécier la performance globale et étayer l'orientation stratégique à venir. Les ajustements à apporter à la conception et à la mise en œuvre du PSP seront définis sur la base de deux évaluations décentralisées, d'examen sectoriels et de la production de données, notamment sur la problématique femmes-hommes, la sécurité alimentaire et la nutrition, et d'un examen à mi-parcours du PSP.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

112. Les changements de gouvernement peuvent influencer sur les priorités nationales. Les tensions ethniques et sociales peuvent également mettre en péril les perspectives de croissance. Le PAM continuera de collaborer avec toutes les parties prenantes pour œuvrer en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et s'acquitter de son mandat. Il surveillera également les risques, tels que les aléas naturels, la réticence à s'attaquer aux inégalités entre les sexes d'ordre structurel et socioculturel et l'instabilité politique et économique, et planifiera des mesures d'atténuation en fonction des niveaux de risque, en assurant notamment une programmation adaptative.
113. Sri Lanka affiche un niveau d'endettement insoutenable et une balance des paiements très défavorable. Ses perspectives économiques sont en outre hautement incertaines en raison de déséquilibres budgétaires et externes. L'alourdissement des contraintes budgétaires influera sur l'investissement en faveur des programmes sociaux, en particulier le programme national de repas scolaires, ce qui met en évidence combien il est important d'accroître l'efficacité et l'impact des filets de sécurité.
114. D'après la mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire, la récolte de la saison Yala de 2022 devrait afficher un recul de 50 pour cent; les perspectives de voir la sécurité alimentaire s'améliorer sensiblement en 2023 sont donc limitées. L'accès à des engrais et à d'autres intrants agricoles pourrait permettre que la situation se stabilise en 2024. À long terme, les conditions de sécurité alimentaire dépendront de la stabilité politique du pays, de la réforme et de la reprise économiques ainsi que des réformes et améliorations mises en œuvre en matière d'agriculture, de protection sociale et de systèmes alimentaires.
115. Sri Lanka a reçu une aide humanitaire immédiate des donateurs pour faire face à la crise économique actuelle. Toutefois, l'évolution des priorités de ces derniers et le montant limité de l'aide publique au développement allouée à Sri Lanka pourraient entraver la mobilisation de ressources en direction des effets directs liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Les mesures prévues pour atténuer ces risques incluent l'élargissement des sources de financement et le recours à des initiatives conjointes, y compris celles menées avec le Gouvernement, en faisant appel au Fonds des Nations Unies pour la réalisation des ODD à Sri Lanka, au secteur privé ainsi qu'à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire.

Risques opérationnels

116. La situation à Sri Lanka est si complexe qu'elle pourrait engendrer des retards dans le règlement des transferts de type monétaire. Le PAM mettra à profit son partenariat de longue date avec le Gouvernement pour venir à bout des difficultés associées. Par ailleurs, il collaborera avec des prestataires de services financiers et le secteur privé et envisagera de procéder au versement direct des transferts de type monétaire dans le cas où les dispositifs publics ne pourraient plus suivre et où aucun autre mécanisme viable ne serait disponible.
117. Le PAM n'anticipe aucun risque direct susceptible de menacer la santé, la sécurité ou la sûreté de son personnel, des bénéficiaires et des partenaires. Toutefois, il s'associera avec le FNUAP et des groupes de femmes pour prévenir les violences sexistes et faire connaître le mécanisme d'orientation mis à la disposition des bénéficiaires directs et indirects pour les cas de violences sexistes. Les opérateurs des mécanismes de réclamation et de remontée de l'information sont également tenus informés des mécanismes d'orientation disponibles dans chaque district, grâce à la cartographie effectuée par le FNUAP.

Risques fiduciaires

118. Le PAM prendra toutes les précautions nécessaires pour prévenir la fraude et la corruption dans ses opérations. Il veillera à ce que le personnel reçoive une formation appropriée et

soit sensibilisé à ces questions, et établira des processus de suivi rigoureux. Il continuera de renforcer ses procédures opérationnelles et ses cadres de gestion des risques en vue d'atténuer les risques en matière de santé, de sûreté et de sécurité.

Risques financiers

119. Les coûts de mise en œuvre des programmes pourraient subir l'influence des fluctuations des taux de change, qui devraient perdurer à moyen terme. Le PAM suivra la situation et ajustera s'il y a lieu le budget du portefeuille de pays et l'appui fourni.

5.3 Garanties sociales et environnementales

120. Sri Lanka est vulnérable face aux problèmes environnementaux exacerbés par les changements climatiques, qui portent atteinte au bien-être et à la résilience des communautés touchées. Les chocs climatiques et autres peuvent aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition des ménages. Le PAM évaluera les risques environnementaux et sociaux au cours de la conception, de la mise en œuvre et de l'ajustement de ses activités, en concertation avec les populations touchées, les communautés et les parties prenantes des pouvoirs publics. Il procédera également à des analyses des questions de protection, de la responsabilité à l'égard des populations touchées et de la contribution de ses programmes à l'égalité femmes-hommes.

121. Le PAM s'efforcera de réduire les erreurs d'inclusion et d'exclusion dans le cadre de ses interventions, en examinant les risques liés à la discrimination, aux structures de pouvoir, à la vulnérabilité, à l'âge et au sexe. L'analyse de la prise en compte des risques de conflit et le principe consistant à "ne pas nuire" seront au cœur de toutes les activités.

122. Le PAM veillera à ce que l'égalité femmes-hommes, l'avancement des femmes, l'inclusion et l'accessibilité des personnes handicapées soient intégrés dans la planification et la conception de ses programmes. Un solide mécanisme communautaire de remontée de l'information, qui contribuera à une meilleure participation des bénéficiaires, sera également mis à profit pour étayer la programmation et garantir la responsabilité à l'égard des populations touchées.

123. Des plans de gestion environnementale et sociale seront établis conformément aux obligations institutionnelles en matière de garantie et aux politiques du PAM sur les changements climatiques, l'environnement, le renforcement de la résilience et la nutrition. Les opérations seront contrôlées à l'aide du cadre de garanties environnementales et sociales dont dispose le PAM afin de prévenir et d'atténuer tout effet potentiel négatif sur l'environnement.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget du portefeuille de pays

Effet direct du plan stratégique de pays	Activité	2023	2024	2025	2026	2027	Total
1	1	29 988 665	330 411	308 504	299 441	243 617	31 170 639
2	2	3 850 961	2 730 880	2 033 978	705 900	792 781	10 114 500
3	3	1 705 746	4 728 410	6 013 782	6 138 362	3 621 634	22 207 934
4	4	2 383 339	2 581 852	2 754 944	2 106 386	1 552 235	11 378 756
Total		37 928 712	10 371 554	11 111 208	9 250 089	6 210 267	74 871 830

124. Le budget nécessaire aux cinq années de mise en œuvre du présent PSP s'élève à 74 871 830 dollars, dont 37 pour cent sont affectés au renforcement des capacités, ce qui témoigne de la réorientation stratégique du PAM au profit d'une approche systémique du renforcement des capacités aux niveaux national et local. Les besoins en ressources devraient progressivement diminuer pour les activités prévues au titre de l'effet direct 2 du PSP, à mesure qu'un financement autonome se mettra en place au sein des projets. Les besoins en ressources relatifs à l'effet direct 3 du PSP augmenteront à partir de la deuxième année; le PAM prévoit que des financements accrus seront disponibles pour cet exercice. En tout, 19,48 pour cent du budget seront affectés aux activités liées à la problématique femmes-hommes.

6.2 Perspectives et stratégie en matière de mobilisation de ressources

125. Comme suite à la révision du PSP pour 2018-2022 et de son budget, en juillet 2022, le plan fondé sur les besoins était financé à hauteur de 49 pour cent. Les ressources ainsi mobilisées en faveur de l'alimentation scolaire utilisant la production locale, du renforcement de la résilience et du renforcement des capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise seront reportées au profit du PSP pour 2023-2027. Le PAM poursuivra ses efforts de mobilisation de ressources pour trouver des financements supplémentaires.
126. Il est difficile d'obtenir des fonds pour des activités axées sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire, car les partenaires financiers ont d'autres priorités concurrentes. Toutefois, sur la base d'estimations, de tendances et de projections prudentes, le PAM pense être en mesure de lever suffisamment de fonds pour financer la totalité des activités du PSP.
127. Le PAM développera ses partenariats et recherchera des solutions de financement nouvelles et innovantes. Il explorera les possibilités de programmation conjointe avec le système des Nations Unies pour le développement, en particulier avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et le Fonds des Nations Unies pour la réalisation des ODD à Sri Lanka, afin de mettre à profit les ressources disponibles pour les activités axées sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire et le renforcement de la résilience. Un plan d'action relatif aux partenariats, régulièrement mis à jour, sera le gage d'une solide collaboration et de la cohérence des priorités.
128. Le PAM mobilisera des financements pour l'action climatique et évaluera les possibilités de programmation intégrée. Il investira en outre dans la constitution de bases de données factuelles solides et l'innovation pour attirer de nouveaux investissements à long terme et consolider les investissements existants.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR SRI LANKA (JANVIER 2023-DÉCEMBRE 2027)

ODD 2: Faim zéro

Cible 1 de l'ODD 2: Accès à l'alimentation

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les communautés vulnérables à Sri Lanka satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels, ainsi que leurs autres besoins essentiels, pendant et après les crises

Effet direct stratégique 1: Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: Interventions face à une crise

Hypothèses

La réalisation de cet effet direct est prévue uniquement dans le cas où une catastrophe de grande ampleur se produirait et où le PAM serait sollicité pour fournir une assistance directe aux populations ciblées.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Score de consommation alimentaire

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire pour les femmes et les filles en âge de procréer

Activités et produits

1. Assurer une assistance alimentaire et nutritionnelle et des activités d'appui aux moyens d'existence essentiels au profit des populations ciblées et fournir au Gouvernement des matières premières pour produire localement des aliments composés enrichis (1.2: Transferts de ressources non assortis de conditions)

1.1 Les ménages et les communautés touchés par des crises bénéficient d'une assistance couvrant leurs besoins alimentaires et nutritionnels et leurs autres besoins essentiels (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard: 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.2: Les enfants de moins de 5 ans, les enfants d'âge scolaire et les femmes enceintes ou allaitantes touchés par la crise ont accès à des aliments nutritifs qui couvrent leurs besoins nutritionnels immédiats. (Catégorie de produit A: Ressources transférées; B: Aliments nutritifs fournis. Produit standard 1.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel qui sont touchés par une crise bénéficient de programmes visant à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire).

Cible 2 de l'ODD 2: Élimination de la malnutrition

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2027, les groupes ciblés à Sri Lanka présentent un meilleur état nutritionnel, grâce à la mise en place de programmes renforcés à dimension nutritionnelle et axés spécifiquement sur la nutrition, qui mettent particulièrement l'accent sur les 8 000 premiers jours de la vie

Effet direct stratégique 2: Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: Causes profondes

Hypothèses

Les homologues gouvernementaux à l'échelle nationale et provinciale se mobilisent et le Gouvernement conserve les ressources et la volonté politique nécessaires à la mise en œuvre des programmes de filets de sécurité, à laquelle les autorités locales apportent leur appui.

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Nombre d'interventions complémentaires en faveur de la santé et de la nutrition à l'école que le PAM mène parallèlement à ses activités d'alimentation scolaire

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives

Taux de poursuite des études/d'abandon des études (par niveau)

Activités et produits

2. Fournir une assistance aux enfants, aux femmes enceintes ou allaitantes, aux enfants de moins de 5 ans, aux petits exploitants agricoles et aux communautés ciblées qui sont vulnérables face à l'insécurité alimentaire, à des déséquilibres alimentaires et à la malnutrition, par l'intermédiaire de transferts d'actifs, d'une assistance alimentaire et monétaire, de l'alimentation scolaire utilisant la production locale, d'actions de formation et d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, afin d'améliorer les résultats nutritionnels (1.5: Programmes en milieu scolaire)

2.1 Les groupes en situation d'insécurité alimentaire, dont les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 5 ans et les enfants d'âge scolaire (5-10 ans), ont accès à des aliments nutritifs dans le cadre des programmes nationaux de protection sociale axés sur l'amélioration des résultats nutritionnels (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 2.1: Les populations en situation d'insécurité alimentaire accèdent plus facilement et plus durablement à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire et à des compétences et à des services nouveaux ou améliorés pour satisfaire leurs besoins alimentaires)

2.1 Les groupes en situation d'insécurité alimentaire, dont les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 5 ans et les enfants d'âge scolaire (5-10 ans), ont accès à des aliments nutritifs dans le cadre des programmes nationaux de protection sociale axés sur l'amélioration des résultats nutritionnels (Catégorie de produit B: Aliments nutritifs fournis. Produit standard 2.1: Les populations en situation d'insécurité alimentaire accèdent plus facilement et plus durablement à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire et à des compétences et à des services nouveaux ou améliorés pour satisfaire leurs besoins alimentaires)

2.1 Les groupes en situation d'insécurité alimentaire, dont les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 5 ans et les enfants d'âge scolaire (5-10 ans), ont accès à des aliments nutritifs dans le cadre des programmes nationaux de protection sociale axés sur l'amélioration des résultats nutritionnels (Catégorie de produit N: Alimentation scolaire assurée. Produit standard 2.1: Les populations en situation d'insécurité alimentaire accèdent plus facilement et plus durablement à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire et à des compétences et à des services nouveaux ou améliorés pour satisfaire leurs besoins alimentaires)

2.2 Les enfants d'âge scolaire ciblés, les femmes enceintes, les femmes allaitantes et leur communauté développent leurs connaissances et modifient leurs comportements et pratiques à l'égard du partage équitable du travail domestique entre femmes et hommes, de la prise de décisions, de la gestion des finances du ménage et de la consommation d'aliments sains, sûrs et nutritifs au service de meilleurs résultats en matière de nutrition (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

2.3 Les femmes qui participent à la chaîne d'approvisionnement des repas scolaires, notamment les petites productrices, accèdent à un bien-être économique accru, étant en mesure de vendre de manière fiable et prévisible leur production potagère auprès des projets d'alimentation scolaire, et veillent à ce que les enfants scolarisés aient accès à une alimentation sûre, nutritive et saine (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

2.3 Les femmes qui participent à la chaîne d'approvisionnement des repas scolaires, notamment les petites productrices, accèdent à un bien-être économique accru, étant en mesure de vendre de manière fiable et prévisible leur production potagère auprès des projets d'alimentation scolaire, et veillent à ce que les enfants scolarisés aient accès à une alimentation sûre, nutritive et saine (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

2.3 Les femmes qui participent à la chaîne d'approvisionnement des repas scolaires, notamment les petites productrices, accèdent à un bien-être économique accru, étant en mesure de vendre de manière fiable et prévisible leur production potagère auprès des projets d'alimentation scolaire, et veillent à ce que les enfants scolarisés aient accès à une alimentation sûre, nutritive et saine (Catégorie de produit N: Alimentation scolaire assurée. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

Cible 3 de l'ODD 2: Productivité et revenus des petits exploitants

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2027, les communautés à Sri Lanka sont plus résilientes et moins vulnérables face aux aléas naturels, aux changements climatiques et à d'autres risques, tout en disposant de moyens d'existence plus pérennes

Effet direct stratégique 3: Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: Renforcement de la résilience

Hypothèses

Les pouvoirs publics disposent de suffisamment de ressources et de personnel pour mettre efficacement en œuvre les systèmes, et les autorités locales apportent leur appui à cet égard. Les communautés locales, dont les personnes les plus vulnérables, prennent une part active dans les interventions du PAM et restent déterminées à consacrer du temps et de l'énergie à la réalisation d'effets directs collectifs au niveau communautaire.

Indicateurs d'effet direct

Pourcentage moyen de pertes après récolte des petits exploitants agricoles pendant l'étape du stockage

Score évaluant l'avantage de l'adaptation aux changements climatiques

Score évaluant les capacités de résilience face aux changements climatiques

Score des services climatologiques

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire pour les femmes et les filles en âge de procréer

Pourcentage de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Valeur et quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

3. Fournir une assistance aux communautés vulnérables et à risque afin de créer des activités inclusives et à dimension nutritionnelle favorisant la diversification des moyens d'existence, de sorte à améliorer la résilience face aux changements climatiques et à d'autres risques (1.9: Mesures de protection contre les chocs climatiques)

3.2 Les communautés bénéficient d'un accès renforcé aux moyens de production, à des moyens d'existence diversifiés et à une énergie propre, tout en restaurant et en protégeant les ressources naturelles à l'aide de solutions fondées sur la nature, propres à renforcer les écosystèmes, à améliorer les résultats nutritionnels et à offrir de meilleurs débouchés aux femmes, aux personnes handicapées et aux autres groupes marginalisés, pour appuyer le développement pérenne et le relèvement précoce dans le sillage d'une crise (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

3.2 Les communautés bénéficient d'un accès renforcé aux moyens de production, à des moyens d'existence diversifiés et à une énergie propre, tout en restaurant et en protégeant les ressources naturelles à l'aide de solutions fondées sur la nature, propres à renforcer les écosystèmes, à améliorer les résultats nutritionnels et à offrir de meilleurs débouchés aux femmes, aux personnes handicapées et aux autres groupes marginalisés, pour appuyer le développement pérenne et le relèvement précoce dans le sillage d'une crise (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

3.2 Les communautés bénéficient d'un accès renforcé aux moyens de production, à des moyens d'existence diversifiés et à une énergie propre, tout en restaurant et en protégeant les ressources naturelles à l'aide de solutions fondées sur la nature, propres à renforcer les écosystèmes, à améliorer les résultats nutritionnels et à offrir de meilleurs débouchés aux femmes, aux personnes handicapées et aux autres groupes marginalisés, pour appuyer le développement pérenne et le relèvement précoce dans le sillage d'une crise (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

3.2 Les communautés bénéficient d'un accès renforcé aux moyens de production, à des moyens d'existence diversifiés et à une énergie propre, tout en restaurant et en protégeant les ressources naturelles à l'aide de solutions fondées sur la nature, propres à renforcer les écosystèmes, à améliorer les résultats nutritionnels et à offrir de meilleurs débouchés aux femmes, aux personnes handicapées et aux autres groupes marginalisés, pour appuyer le développement pérenne et le relèvement précoce dans le sillage d'une crise (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

3.1 Les communautés en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables face aux risques climatiques bénéficient d'un accès renforcé aux services d'information et de conseil sur le climat, ce qui leur permet d'améliorer leurs moyens d'existence et de protéger leur production, en particulier la production d'aliments sains et nutritifs (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.4 Les communautés en situation d'insécurité alimentaire qui sont exposées aux changements climatiques et à d'autres risques sont mieux informées des mécanismes nationaux de protection sociale adaptatifs et réactifs face aux chocs et des mesures complémentaires axées sur la nutrition, l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes, et y ont plus facilement accès (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.4 Les communautés en situation d'insécurité alimentaire qui sont exposées aux changements climatiques et à d'autres risques sont mieux informées des mécanismes nationaux de protection sociale adaptatifs et réactifs face aux chocs et des mesures complémentaires axées sur la nutrition, l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes, et y ont plus facilement accès (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.4 Les communautés en situation d'insécurité alimentaire qui sont exposées aux changements climatiques et à d'autres risques sont mieux informées des mécanismes nationaux de protection sociale adaptatifs et réactifs face aux chocs et des mesures complémentaires axées sur la nutrition, l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes, et y ont plus facilement accès (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.3 Les petits exploitants sont dotés de capacités renforcées dans le domaine de la production agricole, de la gestion après récolte et de la valorisation, et sont en relation avec les marchés et les services financiers, ce qui leur permet de réduire leurs pertes après récolte et d'améliorer leurs revenus (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

3.3 Les petits exploitants sont dotés de capacités renforcées dans le domaine de la production agricole, de la gestion après récolte et de la valorisation, et sont en relation avec les marchés et les services financiers, ce qui leur permet de réduire leurs pertes après récolte et d'améliorer leurs revenus (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

3.3 Les petits exploitants sont dotés de capacités renforcées dans le domaine de la production agricole, de la gestion après récolte et de la valorisation, et sont en relation avec les marchés et les services financiers, ce qui leur permet de réduire leurs pertes après récolte et d'améliorer leurs revenus (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

3.3 Les petits exploitants sont dotés de capacités renforcées dans le domaine de la production agricole, de la gestion après récolte et de la valorisation, et sont en relation avec les marchés et les services financiers, ce qui leur permet de réduire leurs pertes après récolte et d'améliorer leurs revenus (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs**Cible 9 de l'ODD 17: Renforcement des capacités**

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: D'ici à 2027, les institutions et les parties prenantes nationales et infranationales à Sri Lanka disposent de capacités renforcées leur permettant d'instaurer des systèmes alimentaires adaptatifs et résilients, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition

Effet direct stratégique 4: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Domaine d'action privilégié: Causes profondes

Hypothèses

Les pouvoirs publics disposent de suffisamment de ressources et de personnel pour mettre efficacement en œuvre les systèmes, et les autorités locales soutiennent la mise en œuvre et l'actualisation des opérations d'assistance technique du PAM.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire avec l'aide du PAM

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale concernant la santé et la nutrition à l'école, y compris l'alimentation scolaire, qui ont été renforcés ou élaborés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités ou de sensibilisation

Ressources mobilisées (valeur en dollars) pour les systèmes nationaux contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Indice d'alimentation scolaire de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER)

Activités et produits

4. Fournir une assistance technique, notamment pour la co-crédation, l'expérimentation et l'utilisation de technologies numériques en concertation avec le Gouvernement et d'autres acteurs des secteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection sociale, aux niveaux national et infranational (1.10: Appui sectoriel en faveur de la protection sociale)

4.1 Les institutions nationales et infranationales chargées de la gestion des catastrophes et de la protection sociale disposent de capacités renforcées en matière de prise en compte de la problématique femmes-hommes, de la diversité et du handicap, ce qui leur permet de mieux anticiper les situations d'urgence et les crises, de mieux s'y préparer et de mieux y faire face de manière coordonnée (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)

4.1 Les institutions nationales et infranationales chargées de la gestion des catastrophes et de la protection sociale disposent de capacités renforcées en matière de prise en compte de la problématique femmes-hommes, de la diversité et du handicap, ce qui leur permet de mieux anticiper les situations d'urgence et les crises, de mieux s'y préparer et de mieux y faire face de manière coordonnée (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)

4.4 Les groupes en situation d'insécurité alimentaire, dont les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 5 ans et les enfants d'âge scolaire (de 5 à 19 ans), recueillent les fruits des capacités renforcées des organismes publics, de protection sociale et du secteur privé au niveau national et infranational, qui sont à présent équipés d'outils innovants pour lutter contre la malnutrition (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

4.2 Le Gouvernement est mieux à même d'élaborer et de pérenniser des stratégies et plans d'adaptation aux changements climatiques tenant compte des risques, ainsi que des stratégies et plans locaux de gestion des risques de catastrophe (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

4.3 Les organismes nationaux, dont les organisations de la société civile et les entités du secteur privé, bénéficient de capacités renforcées en matière de production et d'analyse de données, avec notamment le recours à des outils et approches innovants et à des technologies numériques co-crédés qui permettent de promouvoir une prise de décisions fondée sur des données factuelles et sont conformes aux normes relatives à la confidentialité et à la protection des données (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

ODD 2: Faim zéro

CC.1. Protection

Indicateurs transversaux

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.1.4: Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles handicapés accédant à des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits/des services axés sur le renforcement des capacités

CC.1.5: Le PAM respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

CC.2. Obligation redditionnelle

Indicateurs transversaux

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.2: Pourcentage de bureaux de pays et d'unités du PAM respectant ou dépassant les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.2.3: Pourcentage de bureaux de pays dotés d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.2.4: Nombre de bureaux de pays disposant d'un plan d'action relatif à la participation des communautés

CC.2.5: Nombre d'enfants et d'adultes qui ont accès à un moyen sûr de signaler des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel d'aide humanitaire, d'aide au développement ou de protection ou par des membres du personnel d'autres organisations qui portent assistance aux populations touchées (Organisation internationale pour les migrations, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Programme des Nations Unies pour le développement, Département des opérations de paix, Fonds des Nations Unies pour la population, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires)

CC.2.6: Pourcentage de partenaires coopérants du PAM inscrits sur le Portail des partenaires des Nations Unies, qui ont été évalués dans le cadre de l'évaluation des capacités des partenaires d'exécution des Nations Unies en matière de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes

Indicateurs transversaux

CC.3.1: Pourcentage de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilé par modalité de transfert

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.3.3: Type de transfert (produits alimentaires, espèces, bons ou aucune rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe, par âge et par type d'activité

CC.4. Durabilité environnementale

Indicateurs transversaux

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.4.2: Pourcentage de bureaux du PAM appliquant un système de gestion environnementale

CC.5. Intégration de la nutrition

Indicateurs transversaux

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

CC.5.2: Pourcentage de personnes auxquelles le PAM vient en aide qui bénéficient d'une composante de programme tenant compte de la nutrition

ANNEXE II

RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ														
	Effet direct 1 du PSP						Effet direct 2 du PSP		Effet direct 3 du PSP					
	Activité 1						Activité 2		Activité 3					
Type de bénéficiaires	Personnes touchées par une crise			Écoliers (âgés de 5 à 10 ans)	Enfants âgés de moins de 5 ans	Femmes enceintes ou allaitantes	Écoliers (5-10 ans)	Écoliers (5-10 ans)	Personnes touchées par un choc - sous-activité 1	Personnes touchées par un choc - sous-activité 2	Personnes touchées par un choc - sous-activité 3	Personnes touchées par un choc - sous-activité 4	Personnes touchées par un choc - sous-activité 5	Personnes touchées par un choc - sous-activité 6
Modalité	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Céréales			200	75			75							
Légumes secs			75	15			15							
Huile			20											
Sel														
Sucre														
Maïs*					35	35								
Soja*					17	17								
Micronutriments en poudre														
Total kcal/jour			1 154	323	188	191	323							
% de kcal d'origine protéique			11,3	11,8	16,3	16	11,8							
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	2,17	0,35					-	0,37	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07	0,83
Nombre de jours d'alimentation par an	60	90	90	108	180	180	40	20	60	30	150	150	90	90

* Le PAM fournira des matières premières nécessaires à la production du Thripasha. L'aide sera alignée sur les rations prévues par les pouvoirs publics.

ANNEXE III

TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	18 863	7 511 843
Légumes secs	5 761	4 964 040
Huile et matières grasses	378	692 874
Autres	0	0
Total (produits alimentaires)	25 002	13 168 757
Transferts de type monétaire		11 896 767
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	25 002	25 065 524

ANNEXE IV

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (en dollars)					
	Cible 1 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 1 du PAM	Cible 2 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 2 du PAM	Cible 3 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 3 du PAM	Cible 9 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 4 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	Effet direct 4 du PSP	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Causes profondes	
Transferts	24 989 360	8 376 673	17 804 282	9 150 305	60 320 619
Mise en œuvre	2 829 875	313 845	825 957	494 032	4 463 709
Coûts d'appui directs ajustés	1 448 971	806 666	2 222 282	1 039 941	5 517 860
Total partiel	29 268 206	9 497 183	20 852 520	10 684 278	70 302 188
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	1 902 433	617 317	1 355 414	694 478	4 569 642
Total	31 170 639	10 114 500	22 207 934	11 378 756	74 871 830

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PSP	plan stratégique de pays
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance